

On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme. Lénine

Seule la lutte de classe transformera la défaite de Sarkozy en une victoire pour les travailleurs

8 mai / photo Lionel Bonaventure

Europe Québec Espagne Présidentielle La Poste

n° 38 juin 2012 1,50 euro groupe bolchevik [collectif révolution permanente]

Déclaration du CCI(T) et du GB

Sarkozy battu, c'est avec sa politique d'attaques contre les travailleurs et les jeunes qu'il faut en finir ! Aucun gouvernement respectant le capitalisme ne pourra satisfaire les revendications et Hollande n'a pas l'intention de le remettre en cause. La lutte pour toutes les revendications implique d'en finir avec la collaboration de classe et de combattre pour un gouvernement ouvrier.

Défaite électorale pour la bourgeoisie française…

Pendant cinq ans, Sarkozy a mené une politique conforme aux intérêts de la bourgeoisie française. D'un côté, il a porté des coups très importants aux salariés, à la jeunesse : répression des grèves et atteinte au droit de grève, report de l'âge de départ en retraite, suppressions de milliers de postes de fonctionnaires, expulsion de dizaines de milliers d'immigrés, privatisation partielle des universités, baisse du pouvoir d'achat, liquidations de services publics, etc. De l'autre côté, il a multiplié les allègements de charges et exonérations diverses au patronat en plus des cadeaux fiscaux aux plus fortunés. En outre, l'armée française a occupé l'Afghanistan et a bombardé la Libye.

La résistance s'est exprimée à de nombreuses reprises, mais à aucun moment il n'a été possible de bloquer cette politique réactionnaire à cause du respect total des institutions et de « l'intérêt national » par les partis ouvriers bourgeois (PCF, PS, PdG), à cause de la coopération de toutes les directions syndicales au « dialogue social » et de la dispersion des « journées d'action », à cause de la subordination de LO et du NPA aux bureaucraties syndicales.

Pourtant, la présidence de Sarkozy n'a rien pu faire pour sauver le capitalisme français de la crise mondiale ni pour arrêter la dégringolade de la bourgeoisie française par rapport à ses concurrentes comme en témoignent les 73 milliards d'euros de déficit du commerce extérieur l'an dernier. Pour la classe dominante française, restaurer le taux de profit, retrouver sa place impliquait d'aller plus loin, beaucoup plus loin. Tel était le sens de la candidature de Sarkozy pour un deuxième mandat. La radicalisation de toute la bourgeoisie française exprimée tant par le FN et Le Pen que par l'UMP et Sarkozy signifiait un redoublement des attaques contre l'ensemble des travailleurs des villes et des campagnes. Elle signifiait aussi, pour créer les conditions politiques de cette offensive de la bourgeoisie, une offensive sans précédent contre les parties les plus vulnérables de la classe ouvrière : les chômeurs et les travailleurs immigrés et leurs familles, désignés comme boucs émissaires.

La défaite de Sarkozy témoigne du rejet par la grande majorité des travailleurs de cette orientation anti-ouvrière et réactionnaire.

…dont Hollande et le PS tentent déjà de limiter la portée

La défaite de Sarkozy provient aussi de la division des partis de la bourgeoisie et des consignes de vote au second tour du FN et du MoDem. Malgré la similitude des campagnes de Sarkozy et de Le Pen, la bourgeoisie française ne s'est pas résolue à unifier l'UMP et le FN, non pas en raison de pudeurs démocratiques mais parce que la sortie de l'euro préconisée aujourd'hui par le FN rallie certes une partie de la petite bourgeoisie ruinée par le capitalisme, mais pas les grands patrons. Si l'UMP est dépourvue temporairement de direction et se divise ouvertement en pleine campagne législative, l'État bourgeois n'est aucunement ébranlé bien que la classe dominante ait dû en confier la gestion au PS qui n'a pas l'intention de le remettre en cause.

Ainsi Hollande et l'état major du PS affichent leur volonté de « rassembler la France ». La commémoration, avec Sarkozy, du 8 mai 1945 témoigne de leur servilité à l'égard de l'État bourgeois. En effet, Hollande s'inscrit dans l'acceptation de l'essentiel des attaques Balladur-Chirac-Fillon-Sarkozy contre les retraites, de la dette léguée par Sarkozy, de la présence militaire en Afghanistan (1 400 en 2013), du ren-

Révolution Socialiste n° 38



www.revolution-socialiste.info

forcement de l'appareil répressif (plus de policiers) et du système capitaliste dans son entier.

La crise du capitalisme va rapidement dissiper les promesses du réformisme

Alors que la crise s'approfondit en Espagne, au Portugal et surtout en Grèce, le nouveau président de la 5e République se targue de retrouver la croissance, en négociant, aux cotés de la réduction drastique des déficits, une politique de relance au plan européen.

Mais la réalité de la crise mondiale du capitalisme et l'affaiblissement de l'impérialisme français pèsent sur tout gouvernement bourgeois dirigé par l'UMP ou par le PS. La représentante de la bourgeoisie allemande, qui affirme sa prééminence en Europe, a déjà répondu : pas question d'une relance en augmentant les déficits publics, le traité négocié par Sarkozy et Merkel (TESCG) n'est pas négociable. Pour celle-ci, il faut s'en prendre aux « rigidités du marché du travail », en amplifiant la politique poursuivie dans toute l'Union européenne (euro ou pas).

Dans le même temps, nombre de patrons, aussi bien dans l'industrie que dans les services, vont annoncer les plans de licenciements qu'ils avaient différés pour laisser une chance à Sarkozy.

Hollande a déjà prévenu qu'il attendrait l'audit des finances publiques par la Cour des Comptes avant d'engager toute dépense : nul besoin d'être prophète pour prévoir qu'il va en tirer prétexte pour poursuivre la politique d'austérité sur le dos des travailleurs. D'ailleurs, Hollande annonce déjà qu'il veut associer les confédérations syndicales à une prochaine attaque, dès cet été, contre les retraites.

La lutte pour toutes les revendications implique d'en finir avec la collaboration de classe et de combattre pour un gouvernement ouvrier

Toute l'orientation de Hollande et des partis qui le soutiennent, en gestionnaires honnêtes et loyaux du capitalisme, va inexorablement les conduire à prendre les mesures nécessaires à la bourgeoisie française contre les masses. Dans cette situation, les travailleurs et les jeunes n'ont rien à attendre de Hollande et du gouvernement qu'il a formé avec les partis bourgeois PRG, EELV, ni de l'élargissement éventuel de sa majorité parlementaire aux autres parti ouvriers bourgeois, le PCF et le PdG.

Le vote contre tout candidat des partis bourgeois (UMP, FN, MoDem, NC, PRG, EELV, MRC) et pour les candidats des partis issus de la classe ouvrière (PCF, PS, PdG, LO, NPA) est nécessaire aux deux tours des élections législatives.

Cependant, il faudra autre chose que des bulletins de vote pour défaire réellement la bourgeoisie. La classe ouvrière devra s'organiser, dans des organes de type Commune de Paris et soviets, pour défendre les revendications de plus en plus urgentes qui sont totalement incompatibles avec tout gouvernement bourgeois.

- Boycott des négociations « emploi-compétitivité » ! Non à l'allongement du temps de travail ! Du travail pour tous ! Réduction de la semaine de travail sans réduction de salaire jusqu'à l'embauche de tous les chômeurs ! Interdiction des licenciements ! Expropriation des entreprises qui licencient !
- Abrogation de toutes les réformes réactionnaires contre les services publics, les hôpitaux, la Sécurité Sociale, l'école publique, etc. ! Rétablissement de la scolarisation à 2 ans et création de crèches et garderies collectives ! Application et extension du droit à la contraception et à l'avortement !
- Sortie des organisations syndicales du Conseil d'orientation des retraites et de toute autre instance de collaboration de classe ! Rétablissement immédiat des droits à la retraite pleine et entière à 60 ans et 37,5 annuités, rétablissement du pouvoir d'achat perdu, indexation automatique des salaires sur l'évolution des prix et des pensions sur les salaires ! Contrôle des prix par les producteurs et les consommateurs eux-mêmes, petits paysans, pêcheurs, salariés, habitants des quartiers !
- Pas un centime pour le remboursement de la dette des capitalistes ! Expropriation des banques, une seule banque sous contrôle ouvrier !
- Pour la régularisation des travailleurs étrangers sans-papiers ! Les mêmes droits politiques et sociaux pour tous les travailleurs !
- Retrait immédiat de l'OTAN et de toutes les troupes françaises à l'étranger ! Dissolution des corps de répression ! Autodéfense des manifestations, des grèves, des quartiers populaires !
- Séparation complète de l'État et de la religion, aucun financement public de l'Église catholique et de ses institutions ! Suppression de la présidence de la République et du Sénat, pour une assemblée unique dont les élus seront révocables par la population et rémunérés comme des travailleurs ordinaires ! Droit à l'indépendance des peuples de « l'outre-mer » !

Pour le gouvernement ouvrier et pour la révolution socialiste

Ces revendications appellent à la mobilisation, à l'organisation pour un gouvernement ouvrier, sous contrôle des travailleurs et de la jeunesse, qui mette en œuvre les solutions ouvrières pour en finir avec le capitalisme et sa crise, et notamment un plan de production établi en fonction des immenses besoins de la société et non plus du profit de quelques uns. Cette république des travailleurs remettra en cause les frontières archaïques et rompra avec l'Union européenne pour ouvrir la voie des États-Unis socialistes d'Europe.

C'est pour cela qu'il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire, une internationale ouvrière révolutionnaire. Prenez contact et venez en discuter avec le CCI(T) et le GB.

Comité communiste internationaliste (trotskyste)
Groupe bolchevik [Collectif révolution permanente]

Élection présidentielle en France
Le FN se renforce, l'UMP verse dans le racisme et le PS se rallie au protectionnisme

La défaite de Sarkozy

Au premier tour de l'élection présidentielle, les candidats de partis de la bourgeoisie totalisèrent 58,56 % des suffrages exprimés contre 41,44 % pour les candidats présentés par des partis politiques issus de la classe ouvrière. Et pourtant, le principal candidat de la bourgeoisie a été battu au second tour, ce qui a suscité la satisfaction dans la plupart des lieux de travail et le soulagement dans les quartiers populaires. Comment cela a-t-il été possible ?

En 2007, Sarkozy croyait assurer « la croissance » de la France par « le changement » en misant sur la couardise des chefs syndicaux. Bien qu'il soit parvenu à porter des coups aux retraites, à l'enseignement public et à la santé publique, il a été incapable, comme tous les gouvernements bourgeois, quelle que soit leur composition politique, de surmonter la crise capitaliste mondiale qui l'a autant pris au dépourvu que les autres.

En 2007, Sarkozy croyait avoir trouvé la recette infaillible de la compétition présidentielle ; en 2012, celle-ci s'est transformée en son contraire. À l'issue de son mandat, il a réédité sa précédente campagne, sans bien mesurer les effets de la crise capitaliste mondiale sur la société française. Tout ce qui avait réussi la fois précédente à ce médiocre personnage (le mensonge sans vergogne, la démagogie, la xénophobie…) s'est retourné contre lui. En 2007, le ministre de l'intérieur avait réussi à la fois à mobiliser l'électorat traditionnel de l'Union pour un mouvement populaire et à capter en partie celui du Front national (fascisant). En 2012, le président sortant s'est acharné en vain dans la répétition. Le même conseiller issu du fascisme Patrick Buisson, la même stratégie électorale, les mêmes thèmes réactionnaires (plus une attaque contre les syndicats) ont conduit cette fois-ci à la déroute, car ils ont facilité la récupération de tout l'ancien électorat FN par Le Pen fille et même à son élargissement au détriment de l'UMP.

À l'issue du premier tour, Sarkozy, présenté par l'UMP et soutenu par quelques petites formations (NC, CPNT, PCD…), était déjà en mauvaise posture puisqu'il ne recueillait que 27,18 % des suffrages exprimés (contre 31,18 % en 2007). Il se retrouvait derrière Hollande.

La montée du FN

Le Pen a engrangé 17,9 % des suffrages exprimés, un score jamais atteint par le FN qui en fait le troisième parti. Son père avait eu 10,44 % des voix au premier tour en 2007 et 16,86 % en 2002 (0,75 % en 1974). Elle est passée largement devant Bayrou, le candidat du Mouvement démocrate (MoDem, démocrate-chrétien), 9,3 %des voix (contre 18,57 % en 2007), et Joly, la candidate d'Europe écologie - les verts (le principal parti écologiste), 2,31 % des voix (les deux candidats écologistes avaient totalisé 2,89 % en 2007). Bayrou avait imposé, le premier, le thème du protectionnisme dans la campagne avec le mot d'ordre de« produire en France » ; Joly a défendu l'exigence de « la réciprocité » de la part des pays qui exportent vers l'Union européenne.

Entre les deux tours, la candidate d'EELV s'est désistée pour Hollande et les candidats du FN et du MoDem ont refusé de se désister pour Sarkozy. Le Pen ne fit pas mystère de sa visée de faire exploser l'UMP, tandis que Bayrou indiqua qu'à titre personnel, il voterait Hollande. Si 40 % des électeurs de Bayrou et 72 % des électeurs de Le Pen se reportèrent néanmoins sur Sarkozy (OpinionWay pour *Le Figaro*, 6 mai), cela fut insuffisant pour le sauver.

Des petits capitalistes et des travailleurs indépendants touchés par la crise capitaliste sont passés de l'allégeance à l'UMP au vote FN. 8 % des électeurs qui *« se sentent proches d'un syndicat patronal »* auraient voté Le Pen, derrière Bayrou (13 %) et Sarkozy (74 %) (Harris pour *Liaisons sociales*, 22 avril 2012). Le Pen arrive en deuxième position (28%) dans la catégorie « artisans, commerçants et chefs d'entreprise », derrière Sarkozy (39%) (OpinionWay pour *Le Figaro*, 22 avril).

En outre, le parti fascisant a capté la fraction la plus arriérée de la classe ouvrière, en particulier parmi les ouvriers des petites entreprises, les chômeurs des villes désindustrialisées et les salariés des zones périurbaines ou rurales, qui sont particulièrement touchés par la hausse des prix des carburants… alors que le retour au franc (que préconise Le Pen) les ferait bondir.

> *Alors que Sarkozy avait obtenu 28 % des suffrages chez les employés et 23 % parmi les ouvriers en 2007, il a reculé respectivement à 21 % et 16 % dans ces deux catégories. La déception s'est traduite presque point par point par une forte poussée de Le Pen chez ces électeurs.* (*Les Échos*, 24 avril 2012)

De là à faire du FN le parti majoritaire dans la classe ouvrière, comme nombre de journalistes superficiels, il y a un pas.

Le mythe du FN majoritaire dans la classe ouvrière

La classe ouvrière (ou prolétariat moderne) n'est pas définie par le travail manuel (dont l'importance décroît au fil du temps), ni par la nature physique des produits, mais par un rapport social. Chez Marx et Engels, les termes « ouvrier », « prolétaire » ou « travailleur » sont largement interchangeables. Le prolétariat rassemble tous les travailleurs qui sont contraints de vendre leur force de travail aux capita-

listes qui en tirent collectivement la plus-value sociale, base de tous les profits, rentes et intérêts.

> *Par prolétariat, on entend la classe des travailleurs salariés modernes qui ne possèdent pas de moyens de production et en sont donc réduits à vendre leur force de travail pour subsister.* (Engels, dans une note à l'édition en anglais du *Manifeste*, 1888)

Par conséquent, la classe ouvrière ne se réduit aucunement à la catégorie « ouvriers » de l'INSEE ; elle inclut la quasi-totalité des « employés », la majorité des « professions intermédiaires » et même une minorité des « cadres et professions intellectuelles supérieures » (ceux qui n'exercent pas d'autorité d'autres salariés). Parmi ceux qui avaient le droit de vote et qui l'ont utilisé le 22 avril, 26 % des chômeurs, 35 % des « ouvriers », 25 % des « employés » et 13 % des « professions intermédiaires » auraient choisi Le Pen (OpinionWay pour *Le Figaro*, 22 avril). En rapportant aux inscrits et non aux seuls votes exprimés, le vote FN représente 20 % des électeurs « ouvriers », 16 % des « employés, 13 % des chômeurs, 12,5 % de ceux qui gagnent moins de 1 200 euros par mois. C'est beaucoup trop, mais clairement une minorité.

Seulement 12 % des électeurs qui *« se sentent proches d'un syndicat de salariés »* ont voté Le Pen : 4 % de ceux qui se réfèrent à Solidaires ont voté FN, 9 % de ceux qui se réfèrent à la CGT, 12 % de ceux qui se réfèrent à la CFDT, 16 % de ceux qui se réfèrent à l'UNSA, 25 % de ceux qui se réfèrent à FO (Harris pour *Liaisons sociales*, 22 avril).

Les résultats des partis d'origine ouvrière

Au premier tour, la plupart des travailleuses et les travailleurs qui avaient le droit de vote, ainsi qu'une majorité de la jeunesse en formation, ont utilisé leur bulletin pour les candidats du Parti socialiste, du Parti de gauche, du Nouveau parti anticapitaliste ou de Lutte ouvrière pour exprimer leur haine viscérale envers la politique menée par l'UMP contre les retraités, les immigrés, les chômeurs, et aussi leur rejet d'un personnage qui affichait son lien personnel avec les grands capitalistes et les fraudeurs fiscaux.

Le candidat du Parti socialiste (social-démocrate), soutenu par quelques débris bourgeois (MRC, PRG…) reçut 28,63 % des suffrages exprimés au premier tour (Royal avait eu 25,87 % en 2007).

Le Parti communiste français (ex-stalinien) n'avait pas présenté de candidat. Buffet, ancienne ministre du gouvernement Jospin, avait eu 1,93 % des suffrages exprimés en 2007 alors que le PCF dépassait 25 % des voix entre 1945 et 1958. Le PCF s'est résigné à la candidature de Mélenchon, fondateur du Parti de gauche (une scission du PS). Mélenchon a donc été officiellement désigné par le « Front de gauche », un petit front populaire formé en 2009 contre *« l'Europe libérale »* qui comprend, outre deux scissions du NPA et un parti mao-stalinien, des écologistes (FASE) et un groupe bourgeois nationaliste (RS). Il a obtenu 11,1 % des suffrages exprimés.

Arthaud, la candidate de Lutte ouvrière (une organisation qui se réclame du trotskysme mais dont l'origine lointaine est l'abandon de la 4e Internationale de Trotsky et dont l'objectif absurde est de redresser le PCF), a obtenu 0,56 % (Laguiller, 1,33 % en 2007 ; 5,7 % en 2002). Poutou, le candidat du Nouveau parti anticapitaliste (issu de la dissolution de la LCR dans le réformisme et le pacifisme), a obtenu 1,15 % des voix (Besancenot, 4,08 % en 2007).

1er tour présidentielle		22-avr-12	% insc
	abstentions	**9 444 143**	**20,52**
parti	candidat/e	voix	% expr
UMP	Nicolas SARKOZY	9 753 629	27,18
FN	Marine LE PEN	6 421 426	17,9
MoDem	François BAYROU	3 275 122	9,13
EELV	Eva JOLY	828 345	2,31
DLR	Nicolas DUPONT-AIGNAN	643 907	1,79
S&P	Jacques CHEMINADE	89 545	0,25
TOTAL	**Partis bourgeois**	**16 908 507**	**58,56**
PS	François HOLLANDE	10 272 705	28,63
PdG	Jean-Luc MÉLENCHON	3 984 822	11,1
NPA	Philippe POUTOU	411 160	1,15
LO	Nathalie ARTHAUD	202 548	0,56
TOTAL	**Partis ouvriers**	**14 871 235**	**41,44**

2e tour présidentielle		08-mai-12	% insc
	abstentions	9 049 998	19,65
parti	candidat	voix	% expr
PS	François HOLLANDE	18 000 668	51,64
UMP	Nicolas SARKOZY	16 860 685	48,36

LE VOTE SELON LE NIVEAU DE REVENU MENSUEL, EN %

	François Hollande	Nicolas Sarkozy
Plus de 6.000 €	31	69
De 4.500 à 6.000 €	40	60
De 3.000 à 4.500 €	46	54
De 2.000 à 3.000 €	54	46
De 1.200 à 2.000 €	56	44
Moins de 1.200 €	59	41

Le Monde

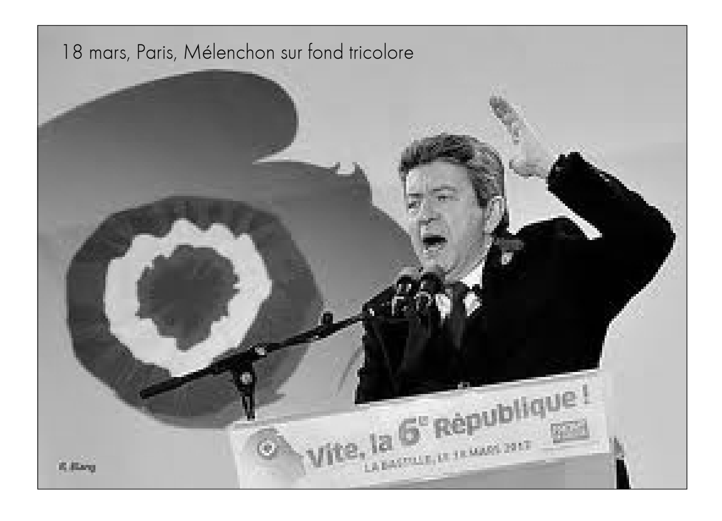
Au second tour, Hollande a bénéficié du désistement de Mélenchon. La plupart de ses électeurs (98 %) ont en effet voté Hollande le 6 mai. Les candidats du NPA et de LO s'étaient aussi désistés pour le candidat du PS (non sans contorsion dans le cas d'Arthaud). Leurs électeurs se sont reportés à 86 % sur Hollande.

Hollande l'a emporté avec 18 millions de voix (51,64 % des suffrages exprimés), contre 16,9 millions de voix (48,36 %) en faveur de Sarkozy. Le nombre de bulletins blancs et nuls (2,1 millions) a dépassé d'un million l'écart entre Hollande et Sarkozy (1,1 million).

L'élection présidentielle a témoigné, de manière particulièrement déformée en raison du mode de scrutin, que la société française est divisée en deux classes fondamentales qui s'opposent, la bourgeoisie et le prolétariat, et de deux classes intermédiaires, la petite bourgeoisie traditionnelle et la petite bourgeoisie salariée.

Selon un sondage, Hollande aurait obtenu 64 % des votes exprimés des chômeurs, 54 % des salariés, 54 % des « ouvriers », 54 % des « employés », 56 % des « professions intermédiaires », 59 % de ceux des étudiants et lycéens, 59 % de ceux qui gagnent moins de 1 000 euros par mois, 60 % de ceux des intérimaires (OpinionWay pour *Le Figaro*, 6 mai). Selon le même sondage, Sarkozy aurait obtenu 58 % des suffrages exprimés des chefs d'entreprise, artisans et commerçants, 54 % de ceux qui travaillent à leur compte, 55 % de ceux qui gagnent plus de 3 500 euros par mois. Selon un autre sondage, Hollande aurait obtenu au second tour 68 % des voix des « ouvriers » qui ont voté, 58 % des « employés » et 52 % des « professions intermédiaires » (Viavoice pour *Libération*, 7 mai).

Le PS, le PCF, le PdG, le NPA et LO ont défilé le 1er mai avec les syndicats de salariés. Bien que le PS se soit gardé de défendre la nécessité du socialisme, ait proscrit le drapeau rouge de ses origines, ait prétendu rassembler tous les Français, la victoire de son candidat doit beaucoup à ses racines historiques, au nom « Parti socialiste » qu'il usurpe encore et aux liens qu'il conserve avec les appareils des syndicats de salariés, d'étudiants et de paysans.



18 mars, Paris, Mélenchon sur fond tricolore

La responsabilité des partis sociaux-patriotes dans la montée de la xénophobie

En 2011, parmi les prétendants aux « primaires citoyennes » du PS et du PRG, figurent Valls et Montebourg, qui sont tous deux aujourd'hui membres du gouvernement Hollande-Ayrault. Valls déclare qu'il faut des quotas d'immigrés ; Montebourg mène campagne sur le créneau de la « démondialisation ».

> *Arnaud Montebourg propose de surtaxer les produits en provenance de pays qui ne respectent pas les normes sociales et environnementales en vigueur sur le Vieux Continent. Et le député ne s'arrête pas aux frontières de l'Europe. Celles de la France sont bien présentes dans son discours. Il a indiqué pendant la campagne qu'il prendrait des dispositions afin qu'Airbus -qui se partage le marché avec Boeing- obtienne la totalité des commandes d'avions d'Air France-KLM...* (*Le Figaro*, 11 octobre 2011)

Une fois désigné par les « primaires », Hollande commence sa campagne par la dénonciation de *« la finance »*. Pourtant, il affirme aussi qu'il faut rembourser tous les emprunts de l'État français et payer de surcroît les intérêts. À qui, sinon à la finance, aux groupes de la banque et de l'assurance ?

Durant toute la campagne présidentielle, les dirigeants du PS, du PCF et du PdG défendent « la France », arborent le drapeau tricolore et entonnent *La Marseillaise*, comme ceux de l'UMP, du MoDem et du FN. Tous ces partis sociaux-patriotes emboîtent le pas à Bayrou, Sarkozy et Le Pen en préconisant des mesures protectionnistes et la défense de l'industrie nationale contre l'étranger, avant tout la concurrence de la Chine.

Contre tout risque de révolution sociale, les candidats du PS et du « Front de gauche » ont annoncé qu'il fallait renforcer la police.

> *Nous devons impérativement stopper la baisse des effectifs de la police et recruter. (L'Humain d'abord)*

Mélenchon a tenu à rassurer les capitalistes : *« Les investisseurs n'ont aucune raison d'avoir peur »* (*Les Échos*, 29 mars).

Si Mélenchon a défendu *« l'immigration »*, ce n'est pas sur un terrain de classe, mais toujours dans l'intérêt de *« la France »*. Cela explique qu'il se prononce pour une *« politique de l'immigration »* et refuse l'égalité politique complète de tous les travailleurs. Le « Front de gauche », comme le PS, se limite au droit de vote aux élections locales.

Le 21 mars, Hollande participe à une cérémonie militaire avec tous les candidats bourgeois (Sarkozy, Bayrou, Dupont-Aignan, Joly, Le Pen).

Le 30 mars, Hollande confie à un journaliste :

> *Je suis arrivé à un moment où je pense qu'il faut nommer l'adversaire. Je l'avais fait pour la finance. Il faudra le faire pour les Chinois. Le problème,*

> *il est chinois. Ils trichent sur tout.* (cité par Dupin, *La victoire empoisonnée,* 2012)

Le Pen et Sarkozy désignent comme ennemi l'étranger à l'intérieur des frontières ; Hollande à l'extérieur. Mais la xénophobie est partagée. Son ennemi n'est pas la bourgeoisie française. Et son programme sur l'immigration n'est guère différent de celui de Sarkozy. Hollande a toujours dit son intention de continuer à confier aux préfets la régularisation des sans-papiers au cas par cas. Entre les deux tours, le PS s'aligne encore davantage sur l'UMP et le FN, ce que la presse bourgeois nomme « fermeté ».

> *Les socialistes, depuis le premier tour, usent d'un registre lexical jusqu'ici plutôt inhabituel. Et, aussi, d'une fermeté nouvelle.* "Les habitants des quartiers populaires qui s'inquiètent des flux migratoires clandestins ne sont pas des racistes", *avait lancé Ségolène Royal… Ses camarades lui ont emboîté le pas. À commencer par M. Hollande, qui estimait ainsi, mercredi, sur BFM TV, qu'*"il y a trop d'immigrés en situation irrégulière"… *Un autre point lui a permis de mettre en scène sa fermeté : la question* de "l'immigration économique", *qu'il entend* "limiter", *en raison de la crise en fixant notamment tous les ans à l'issue d'un débat parlementaire le* "nombre" *d'étrangers à accueillir.* (*Le Monde*, 4 mai 2012)

En France et dans toute l'Europe, les partis ouvriers traditionnels ont ouvert de multiples brèches au racisme et au fascisme, parmi les plus dangereux ennemis idéologique et politique de la classe ouvrière, indirectement en trahissant les espoirs des travailleurs, directement en épousant les mesures et même le vocabulaire de la bourgeoisie décadente contre les ouvriers étrangers.

> *Il n'y a pas de socialisme hors de la solidarité internationale du prolétariat ni hors de la lutte des classes.* (Luxemburg, *Soit l'un, soit l'autre*, avril 1916)

Les auxiliaires pseudo-trotskystes des bureaucraties syndicales et politiques ont accompagné cette déliquescence des sommets du mouvement ouvrier au lieu de tracer une alternative révolutionnaire et internationaliste à la collaboration de classe et au-social-patriotisme.

L'absence de candidature révolutionnaire

L'absence, depuis plus de soixante ans, d'une internationale ouvrière révolutionnaire explique que les partis ouvriers bourgeois « travaillistes », « socialistes », « communistes », « sociaux-démocrates », bien qu'ils aient prouvé qu'ils trahissaient à chaque fois qu'ils sont au pouvoir, se refont une popularité quand ils sont dans l'opposition parlementaire.

C'est le cas en France, puisque il n'y a pas eu de gouvernement avec le PS et le PCF depuis 10 ans et pas de président de la République PS depuis 17 ans. Ainsi, Hollande a tenté de faire oublier qu'il fut directeur de cabinet du porte-parole du gouvernement de 1983 à 1984 au moment de « la rigueur » (c'est-à-dire l'austérité).

Ainsi, Mélenchon a tenté de faire oublier qu'il a été ministre de 2000 à 2002 dans le gouvernement PS-PCF-Verts-PRG-MRC qui a multiplié les privatisations et qu'il a soutenu en 2011, comme le PS, l'intervention de son impérialisme en Libye.

Aucune organisation de taille significative n'a lutté en 2007 ni en 2010 pour la grève générale et l'élection de comités de grève, aucune candidature n'a défendu en 2012 la véritable solution à la crise du mode de production capitaliste, au chômage et à la guerre, à savoir la révolution socialiste. De fait, LO et le NPA renvoient les travailleurs dans les bras du PS, du PdG et du PCF qui ne peuvent que les trahir et ouvrir un boulevard aux fascistes.

Malgré le dévouement des militants du NPA et de LO, leurs candidats ont pâti de la concurrence de Mélenchon, meilleur orateur, et de la supériorité matérielle et financière de l'appareil du PCF. Ils ont aussi payé leur orientation politique : leur incorporation à des listes de type front populaire avec des partis bourgeois aux élections municipales de 2008, leur alignement servile sur les directions syndicales qui ont collaboré avec Sarkozy et de leur refus d'appeler à la grève générale en 2007 et 2010.

En 2012, ni le NPA, ni LO n'ont utilisé la tribune de la présidentielle pour avancer la perspective de la révolution prolétarienne et des États-Unis socialistes d'Europe. L'un et l'autre ont rejeté le socialisme à un avenir lointain et prétendu que le capitalisme pouvait toujours être aménagé.

> *Tout cela est possible, réaliste… la classe capitaliste peut en assurer le financement.* (Arthaud, *Mon programme*)

> *Cela implique des changements radicaux qui devront être imposés aux classes dominantes.* (NPA, *Un programme d'urgence anticapitaliste*)

D'après les chefs de LO et du NPA, on peut *« changer la vie »* en gardant le patronat et le gouvernement bourgeois. Mais la place du réformisme politique étant déjà occupée en France par trois partis, le PS, le PCF et le PdG, ils laissent peu d'espace à de nouveaux de ce genre. Ainsi en ont jugé plusieurs fractions du NPA qui se sont ralliées au « Front de gauche ».

Le Parti ouvrier indépendant lié à la bureaucratie de la confédération syndicale FO (ex-PT) est la plus gangrenée par le parlementarisme et le social-patriotisme des organisations issues de la décomposition politique du trotskysme. Il ne s'est pas hasardé à présenter de candidat en 2012 ; il faut dire que Schivardi avait eu 0,34 % des voix en 2007, Gluckstein 0,47 % en 2002, Boussel (Lambert) 0,38 % en 1988.

Tout indique que Hollande va suivre la voie de Blum, de Thorez, de Mitterrand et de Jospin

Les travailleurs, qu'ils aient voté Hollande au second tour, n'aient pas pu voter ou se soient abstenus, ne doivent accorder aucune confiance à tout gouverne-

ment comprenant des partis bourgeois, respectueux de la 5e République, dévoué au capitalisme français, même formé par le PS, même élargi éventuellement au PCF ou au PdG après les élections législatives. Pour vaincre la classe dominante, il faudra un parti différent du PS, du PCF et du PdG, un parti révolutionnaire.

Le problème fondamental sur lequel Hollande et son gouvernement se fracasseront est que ni le « keynésianisme », ni le « libéralisme » ne permettent de surmonter la crise. Les plans de licenciements se multiplient, le taux de chômage continue à augmenter. Devant la dette publique vertigineuse et la crainte de sombrer à la suite de la Grèce et de l'Espagne, Hollande prétend futilement concilier le « libéralisme » au niveau national et le « keynésianisme » à l'échelle européenne. Il escompte assurer la croissance grâce au protectionnisme aux frontières de l'Union européenne et à une politique de « relance » européenne, qui complèterait celle de l'administration du Parti démocrate aux États-Unis, tout en réduisant le déficit public français. En d'autres termes, son gouvernement va augmenter les impôts… après les élections législatives.

> *Les emprunts, qui mettent les gouvernements à même de faire face aux dépenses extraordinaires sans que les contribuables s'en ressentent sur-le-champ, entraînent à leur suite un surcroît d'impôts ; de l'autre côté, la surcharge d'impôts causée par l'accumulation des dettes successivement contractées contraint les gouvernements, en cas de nouvelles dépenses extraordinaires, d'avoir recours à de nouveaux emprunts. La fiscalité moderne, dont les impôts sur les objets de première nécessité et, partant, l'enchérissement, de ceux-ci, formaient de prime abord le pivot, renferme donc en soi un germe de progression automatique.* (Marx, *Le Capital*, I, 1867, ch. 31)

En outre, la restriction des importations et le déficit du budget communautaire seraient contraires aux accords de l'OMC et aux traités européens. Toute décision de ce type est soumise au bon vouloir des autres États membres, au premier chef du gouvernement allemand qui se refuse à l'un comme à l'autre, non par dogme, mais à cause des intérêts de la bourgeoisie allemande qui pense, futilement, échapper à la crise au détriment du reste du continent qui commence à sombrer.

> *La puissance du capital financier ne réside pas dans sa capacité à établir, à son gré, n'importe quel gouvernement, n'importe quand. Il ne possède pas cette force. Sa puissance sociale réside dans le fait que tout gouvernement non prolétarien est obligé de servir le capital financier.* (Trotsky, *Bonapartisme et fascisme*, 15 juillet 1934)

Les travailleurs ne peuvent donc faire aucune confiance à Hollande. Ni, d'ailleurs, à Mélenchon. Les lois du mode de production capitaliste, sa crise mondiale, l'affaiblissement du capitalisme français face à ses rivaux allemand et chinois, ne laissent qu'un choix :

- soit un gouvernement ouvrier qui s'appuie sur la mobilisation des travailleurs pour aller au socialisme mondial ;
- soit un gouvernement bourgeois qui s'en prend aux travailleurs pour défendre le capitalisme national et qui entraîne l'humanité vers la barbarie.

La bourgeoisie française, même si elle aurait préféré Sarkozy, s'en remet sans inquiétude à Hollande pour suivre la seconde voie. Le Medef, qui avait soutenu le candidat Sarkozy, se rallie sans difficulté.

> *Au nom du Mouvement des entreprises de France et de l'ensemble des chefs d'entreprise que nous représentons, je tiens à vous présenter mes sincères félicitations pour votre élection à la présidence de la République.* (Parisot, 8 mai 2012)

Le grand patronat désigne le cap à Hollande.

> *Beaucoup de commentateurs soulignent les points de désaccord entre le patronat et la gauche, et passent sous silence les points d'accord… Sur le fond, l'approche du contrat de génération est intéressante et nous avions même suggéré une telle idée en 2006. Néanmoins, le contrat de génération fait partie des sujets qui gagneraient à être soumis rapidement à la concertation. Car si l'État décide des modalités des allégements de charges, le dispositif en lui-même, pour conduire assurément à des créations d'emplois, doit être défini lors d'une négociation entre partenaires sociaux… Nous sommes tous, gouvernement, syndicats, patronat, dans le même bateau.* (Parisot, *Les Échos*, 11 mai 2012)

Premiers gages à la bourgeoisie, à l'état-major et à la mafia impérialiste mondiale

Le 8 mai, il a présidé la cérémonie officielle avec l'état-major de l'armée et avec Sarkozy qui, la veille encore, vitupérait les chômeurs et les travailleurs étrangers.

Le 15 mai, dans son discours d'investiture, il a proclamé *« l'unité de la nation »* contre la lutte des classes, prétendu que *« l'État sera impartial »* alors qu'il est l'instrument de la bourgeoisie, préconisé la *« réciprocité dans les échanges »* (en termes codés, le protectionnisme contre la Chine). Il a salué tous ses prédécesseurs, en en faisant l'éloge à l'exception de Sarkozy, ce qui le situe dans la droite ligne du régime gaulliste et de la continuité de la domination de la bourgeoisie sur la société. Le même jour, il a rencontré la chancelière allemande, qui avait soutenu le candidat Sarkozy, sans remettre en cause l'étranglement de la Grèce par l'Union européenne et le FMI qui avait été décidé par Sarkozy et Merkel.

Le 16 mai, il a constitué un gouvernement de type front populaire avec deux partis bourgeois, le PRG et l'EELV.

Le 18 mai, il a rencontré le président américain qui avait soutenu le candidat Sarkozy, et a renouvelé la convergence de l'impérialisme français avec l'impérialisme américain contre l'Iran, en continuité totale avec Sarkozy. Il s'est affirmé disponible pour toute interven-

tion avec les autres impérialismes occidentaux analogue à celle opérée en Libye par Sarkozy.

> *J'ai affirmé que nous étions sur des opérations qui peuvent être décidées, notamment pour la Syrie, disponible dans le cadre des Nations unies.* (Hollande, *Allocution devant la communauté française aux États-Unis*, 18 mai 2012)

Les 20 et 21 mai, il a participé au sommet de l'OTAN, l'alliance des impérialismes occidentaux tournée contre les pays dominés et leurs rivaux russe et chinois. À cette occasion, Hollande, qui avait promis le retrait des troupes françaises d'Afghanistan, l'a étalé et différé.

Le 25 mai, en Afghanistan, il a salué l'armée bourgeoise composée de mercenaires qui occupe le pays au compte du capitalisme français.

> *Merci de ce que vous avez accompli pour la France, pour l'alliance dans laquelle nous étions engagés. Merci de ce que vous faites pour l'Afghanistan.* (Hollande, *Allocation aux armées*, 25 mai 2012)

À cette occasion, il a confirmé que c'est l'état-major de l'armée qui décide des affaires sérieuses. Contrairement à ce qu'il avait prétendu, des troupes de combat resteront sur place après la fin de l'année.

> *La protection des instructeurs français nécessitera la présence de troupes de combat, mais leur nombre n'a pas été arrêté. De même, les convois français sur les routes afghanes exigent la présence de forces armées. Selon la même logique, l'armée française souhaite protéger elle-même ses camions et ses personnels.* (*Le Monde*, 26 mai 2012)

Le « Front de gauche » dans la majorité présidentielle

Devant la grande coalition gouvernementale PS-PRG-EELV, le recours n'est pas au petit bloc PCF-PdG-GA-RS -FASE. D'une part, c'est un modèle réduit de « l'Union de la gauche » et de la « Gauche plurielle » avec des débris bourgeois en son sein. D'autre part, le PCF et le PdG ne peuvent coexister durablement : soit ils fusionneront à la façon de Die Linke (mais l'abandon de son étiquette est difficile à avaler pour la bureaucratie du PCF), soit ils se déchireront pour occuper sur l'échiquier politique la place de parti social-démocrate de gauche.

> *Jean-Luc Mélenchon dispose d'une arme secrète qu'il s'est bien gardé de faire remarquer. En cas de divorce au sein de la famille Front de gauche, c'est à lui que reviendrait le label.* (Alemagna et Alliès, *Mélenchon le plébéien*, 2012)

Dès Hollande élu, le « Front de gauche » s'est précipité pour négocier avec le PS des postes de députés… et s'est divisé.

> *Les discussions avaient été entamées le 13 mai à huis clos. Les intentions affichées étaient des plus nobles : il fallait faire barrage au FN dans les circonscriptions où la gauche courait un risque d'élimination dès le premier tour. Derrière s'aiguisaient d'autres appétits, notamment ceux des moins bien lotis - PCF et Parti de gauche (PG) : ces derniers espéraient, dans ce rebattage des cartes, récupérer quelques circonscriptions gagnables... Lundi soir, un accord était presque en vue. Le PS et EELV* "lâchaient" *six circonscriptions au Front de gauche, dont quatre* "gagnables"*, soit trois en faveur du PCF et une en faveur du PG. Trop peu, pour les amis de Jean-Luc Mélenchon qui refusent alors l'accord.* (*Le Monde*, 20 mai 2012)

Le « Front de gauche » s'est malgré tout engagé à ne jamais renverser le gouvernement de Hollande durant les cinq années qui viennent.

> *Le président du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon a pris l'engagement, dimanche, que* "jamais" *le Front de gauche* "ne votera une motion de censure". (*France-Soir*, 20 mai 2012)

Comment transformer la défaite de Sarkozy et de l'UMP en victoire pour les travailleurs ?

Les travailleurs ne peuvent pas s'en remettre aux directions syndicales. Hollande va rejouer la carte de Sarkozy, associer les organisations syndicales à sa politique de défense du capitalisme français et enchaîner ainsi le prolétariat à la bourgeoisie.

> *Quel que soit le nom du futur hôte de l'Élysée, les prochaines années s'annoncent ardues pour les Thibault Chérèque, Mailly ainsi que leurs successeurs. Chômage de masse, dette abyssale, compétitivité en berne, croissance atone… Les maux dont souffre l'Hexagone ne laissent guère de "grain à moudre".* (*Liaisons sociales magazine*, mai 2012)

Les travailleurs doivent empêcher la collaboration des syndicats avec le gouvernement de type front populaire Hollande-Ayrault et exiger qu'ils combattent le patronat et l'État bourgeois, quelle que soit la composition du gouvernement bourgeois qui le couronne, qu'ils organisent tous les travailleurs, y compris les précaires et les chômeurs, qu'ils fusionnent en une seule centrale démocratique et de lutte de classe. Ils ont besoin d'un gouvernement ouvrier, d'un gouvernement qui émane des luttes des travailleurs et soit placé sous leur contrôle.

Pour préserver ce qui reste des conquêtes sociales et arracher les revendications, tout dépendra du combat de classe. Pour ouvrir la voie du socialisme, il faudra plus que des élections, il faudra tourner le dos à l'unité de la nation et réaliser l'unité des exploitées et des opprimés, édifier leurs organes de débat, de mobilisation et de pouvoir, il faudra désarmer les mercenaires de la bourgeoisie et armer les masses, il faudra exproprier les groupes capitalistes.

> *Le plus grand malheur pour l'Europe, le plus grand danger pour elle, c'est qu'il n'existe pas de parti révolutionnaire. Il n'existe que des partis de traîtres, il n'y existe pas de parti révolutionnaire.* (Lénine, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, 1918)

Suicides à la Poste
Ce n'est pas le travail qui tue, c'est le capital !

Plusieurs suicides ont eu lieu à La Poste en quelques semaines. Les medias se sont fait écho de ce cadre qui s'est défenestré du dernier étage de la Poste principale de Rennes (Ile et Vilaine) le 29 février et de cet autre, en arrêt maladie, revenu se pendre sur la plate-forme courrier de Trégunc (Finistère) le 11 mars. On a moins parlé de ceux qui se sont donné la mort, silencieusement, chez eux, comme ce facteur de Saint Vincent sur Graon (Vendée) qui est passé à l'acte le 13 février. Ces suicides ne se bornent pas à l'Ouest puisqu'une salariée s'était défenestrée le 15 septembre 2011 du centre financier du 15e arrondissement de Paris. Pour l'année 2009, la CGT avait recensé 70 suicides. Cette vague suit celle qui a frappé France Télécom. Qu'ils aient laissé ou non des écrits accusant formellement l'entreprise, ces collègues sont tous les victimes de la privatisation en cours de l'ancien service public des PTT.

Une tradition de lutte

Les Postes, télégraphes et téléphones étaient une administration de l'État. Au fil du temps, les travailleurs des PTT ont constitué un bastion de la lutte des classes en France.

En 1946, plus mal payés que les salariés du privé, les postiers entrent en grève pour la parité avec les autres fonctionnaires. Le PCF étant au gouvernement, sa fraction à la direction de la CGT s'oppose à la grève. Les grévistes vont s'organiser en comités de grève centralisés au niveau national.

En 1953, ils sont à l'origine de la grève générale contre les décrets-lois Laniel qui prévoyaient de s'en prendre aux régimes de retraite, particulièrement ceux des fonctionnaires.

En 1968, ils participent à la grève générale contre le pouvoir gaulliste.

En 1974, après la grève des banques et celle de l'ORTF pour le maintien du statut, la grève partie de la base, sans préavis, au PLM se répand dans tout le pays comme une traînée de poudre. La grève de 45 jours, sabotée par les directions syndicales, permet néanmoins la titularisation des auxiliaires et empêche la séparation des postes et des télécommunications.

La destruction des PTT

Le gouvernement présidé par Mitterrand a repris en charge l'éclatement des PTT, après avoir bloqué les salaires en 1982. Pour cela, le ministre Paul Quilès a convoqué les directions syndicales en 1989. Elles sont toutes venues. De ces longues concertations, est sorti le rapport Prévot, sur la base duquel, en 1990, le gouvernement sépara les PTT en deux entités : la Poste et France Télécom. Les deux cessèrent bientôt de recruter des fonctionnaires pour embaucher des contractuels.

En juillet 1996, le gouvernement Chirac-Juppé transforme la branche la plus rentable, France Télécom, en société anonyme. En 1997, le gouvernement PS-PCF-PRG-Verts-MRC entame la privatisation elle-même en « ouvrant le capital ». Les directions syndicales limitent la protestation à des journées d'action réservées aux seuls télécommunicants. En 1998, le gouvernement Jospin (qui comprend toujours deux ministres du PCF et, parmi ceux du PS, un dénommé Mélenchon) vend une nouvelle tranche d'actions en bourse. En 2004, le gouvernement Chirac-Raffarin parachève la privatisation, la participation de l'État passe sous la barre des 50 % des actions de la société anonyme. En 2007, le gouvernement présidé par Sarkozy vend encore, et la participation de l'État tombe à 27 %.

À la Poste, le gouvernement présidé par Chirac transforme les services financiers en Banque Postale, société anonyme de droit privé, en 2006. Le gouvernement présidé par Sarkozy transforme le reste (distribution du courrier, les colis et le réseau des guichets) en SA de droit privé en 2010.

La mise au pas de la CFDT par sa direction nationale et la création de SUD PTT

Avalisant la privatisation, toutes les bureaucraties syndicales changèrent le nom de leur fédération. En 2000, FO PTT devint FO Com. En 2005, la direction de la CFDT fusionna la Fédé PTT avec sa Fédé culture et une partie de sa Fédé Services dans la F3C CFDT. La direction de la CGT a dissout la Fédération PTT dans une « Fédération des activités postales et de télécommunications ».

Au congrès CFDT de novembre 1988, Edmond Maire qui a décidé d'apporter son soutien aux « chantiers de modernisation de la Fonction publique » du gouvernement Mitterrand, qui inclut la destruction des PTT, met au pas sa fédération. Il exclut en 1989 les « moutons noirs » qui résistaient au gouvernement, montrant ce que vaut le D du sigle de sa confédération. Au lieu de rejoindre la CGT (ou FO) et d'y exiger la démocratie la plus grande, les responsables CFDT exclus (vertébrés par la LCR) ajoutent à l'éclatement syndical en créant un syndicat appelé SUD.

L'existence séparée de SUD-PTT, par la suite, ne se justifiera pas par une orientation de lutte de classe conforme aux intérêts des travailleurs, qui aurait tranché avec la collaboration de classe des autres organisations syndicales.

Ainsi, SUD cogère les entreprises issues de la privatisation des PTT en siégeant au conseil d'administration de France Télécom et à celui de La Poste. Les SUD et Solidaires, la confédération supplémentaire qu'ils impulsent, participent à toutes les « négociations » des attaques contre les travailleurs (ou réclament d'y participer quand le gouvernement

bourgeois du moment les néglige). SUD-PTT et Solidaires appellent avec les autres directions syndicales aux « journées d'action » contre la grève générale, en dissimulant leur convergence avec les directions de la CGT et de la CFDT en 2010 par des appels à la « grève reconductible » site par site, ce que la direction de la CGT non plus n'hésite pas à faire quand l'aspiration à la grève générale grandit.

La Poste, entreprise capitaliste

En 2002, Bailly est nommé par Chirac après avoir limité le droit de grève à la RATP.

> *L'invention de « l'alarme sociale » pour prévenir les conflits à la RATP lui vaut d'être remarqué par Jacques Chirac et Francis Mer, le ministre de l'Économie de l'époque, qui, en 2002, lui confient les clefs de La Poste.* (*Les Échos*, 8 mars 2011)

Bailly tente de faire avaler la pilule de la privatisation qu'il est chargé par le gouvernement de mettre en œuvre en recourant à la méthode employée par le gouvernement Jospin à France Télécom.

> *Aujourd'hui, il est intarissable lorsqu'il parle d'actionnariat salarié. Après avoir transformé La Poste en société anonyme, Jean-Paul Bailly, l'un des plus grands employeurs de France - environ 280.000 salariés -, veut faire des postiers des petits actionnaires de leur entreprise. Un mouvement impensable il y a encore cinq ans ! Demain pourtant, lorsque son conseil d'administration aura arrêté les comptes pour 2011, il pourra donner le coup d'envoi à ce chantier qui lui* « tient à cœur depuis longtemps », *avec l'espoir qu'un postier sur deux acquière des parts de l'entreprise. Cette opération, si elle réussit, renforcera l'image de patron réformateur et consensuel de cet homme discret, presque énigmatique, qui a consacré sa carrière au service public.* (*Les Échos*, 8 mars 2011)

La vague de suicides est un cinglant démenti à Bailly. Qu'ils aient été cadres et chargés de faire passer la politique de rentabilité de la direction de La Poste ou qu'ils l'aient subie comme travailleurs de base, tous sont les victimes de l'exploitation capitaliste. Leurs actes désespérés sont le résultat de la politique de réduction d'effectifs (90 000 emplois supprimés en 10 ans selon la CGT), d'aggravation de la charge de travail, d'accélération des cadences et d'augmentation des objectifs de vente pour les autres ainsi que des méthodes de « management par le stress ».

Avant même que La Poste ne soit devenue société anonyme à capitaux publics le 1er mars 2010, l'entreprise s'est engagée, à la suite de France Télécom, dans la voie de la recherche du profit. Les conséquences pour les personnels ont été les mêmes. C'est ce que révélait, au printemps 2010, un rapport du syndicat des médecins de prévention, adressé au Président du groupe, Bailly ainsi qu'aux ministres Woerth (Travail), Bachelot (Santé) et Lagarde (Économie). Ce document alertait sur les risques psychosociaux liés au management et aux réorganisations permanentes, dénonçait *« des situations d'épuisement physique et psychique... des suicides et tentatives de suicides... exclusivement liés à des situations de vie professionnelle... la très forte pression commerciale »*. Il faisait également état d'une explosion des congés non accordés et des pressions exercées sur certains salariés pour qu'ils quittent l'entreprise.

Selon le dernier « bilan social » de La Poste, les accidents du travail qui touchaient 5,87 % de l'effectif en 2006 en concernaient 8,98 % en 2010 ; le nombre annuel de jours d'arrêt de travail par agent passait dans le même temps de 17,5 à 20,8 ; les maladies professionnelles étaient multipliées par 4 et le nombre de suicides progressait.

Un « grand dialogue » avec le patron qui a poussé aux suicides

Face à l'image négative donnée par les medias et à la rage des collègues des suicidés, Bailly adresse, en date du 19 mars 2012, un courrier à tous les postiers dans lequel il annonce - outre la nomination d'une médiatrice de la vie au travail – un cycle rapide de négociations pour aboutir à un train de mesures concrètes le 30 avril et le lancement, au niveau local comme au niveau national, d'un « Grand Dialogue sur la vie au travail » avec les organisations syndicales, des experts et toutes les parties prenantes.

À ce « Grand Dialogue » qui doit durer jusqu'à la mi-septembre, Bailly fixe l'objectif de... *« renforcer la cohésion sociale »* et il précise :

> *Pendant cette période, l'adaptation de l'entreprise ne peut s'arrêter. Une entreprise, cela se dirige en donnant du sens et du mouvement, pas en lui demandant de faire une pause. Le sens et le mouvement, c'est de s'adapter en permanence en donnant la priorité au Grand Dialogue.*

C'est dire si les restructurations et les suppressions de services et d'emplois vont continuer. D'ailleurs le PDG de La Poste conclut ainsi son courrier :

> *J'ai la conviction que ces 4 décisions, ainsi que celles que nous allons préparer ensemble grâce au Grand Dialogue sur la vie au travail, permettront de construire dans la confiance le développement de notre entreprise, condition de sa pérennité.*

Ainsi donc, au nom de la pérennisation de l'entreprise, rien ne va changer. Précisons que la présidence de la commission nationale a été confiée à Jean Kaspar, ex-n° 1 de la CFDT et actuel membre de la société Entreprise&Personnel dont Bailly est le président.

Toutes les directions syndicales ont dit banco au « Grand Dialogue ». Elles n'ont pas appelé ne serait-ce qu'à une journée nationale de grève contre les destructurations des services et les suppressions d'emplois. *« Dans un premier temps, nous allons proposer une mobilisation sur la base d'une pétition commune »*, a déclaré Colette Duynslaeger (CGT) le 20 mars.

Même si les représentants de la CGT, de SUD et de la CFDT ont quitté la réunion du 12 avril parce que Bailly

refusait de geler les réorganisations jusqu'à la remise du rapport Kaspar début septembre, aucune n'entend rompre le « Grand Dialogue ». Au contraire toutes font des « propositions » au patron. Ainsi, la CGT exige l'ouverture de 4 grands chantiers de négociations sur : les droits, les garanties des personnels et l'emploi - l'organisation du travail, son contenu, sa finalité et ses conditions - le salaire, le pouvoir d'achat et le « social d'entreprise »... C'est nien éloigné des revendications des salariés.

Comment en finir avec la spirale des défaites et leurs conséquences ?

Si les salariés avaient pu imposer une défaite à la bourgeoisie, par exemple sur la réforme des retraites, les patrons se sentiraient moins encouragés à intensifier le travail et à pressurer les travailleurs et l'arrogance des petits-chefs baisserait de plusieurs tons. Malgré la lutte massive de 2010, à laquelle les travailleurs de La Poste et de France Télécom ont massivement participé, le mouvement a échoué à cause du « diagnostic partagé » par les directions confédérales (qui siègent toujours au Conseil d'orientation des retraites) et à leur refus d'appeler à la grève générale pour vaincre Sarkozy.

Pour changer la situation qui est faite aux travailleurs de La Poste, il faudra autre chose que des « dialogues » entre « partenaires sociaux », des « diagnostics partagés » et autres rafistolages dont les bureaucraties syndicales se font complices.

Alors que la crise du système capitaliste se poursuit depuis 2008, la responsabilité des organisations syndicales de La Poste et de FT est de préparer la grève générale jusqu'à satisfaction des revendications suivantes :

- Boycott du « Grand Dialogue » et des conseils d'administration ;
- Renationalisation de La Poste et de France-Télécom, expropriation des groupes capitalistes de l'ensemble de la téléphonie et d'Internet ;
- Renationalisation de La Banque Postale, expropriation des groupes bancaires ;
- Un seul statut pour tous les personnels : celui de fonctionnaire d'État ;
- Embauches correspondant aux besoins par concours de la fonction publique ;
- Revalorisation des salaires avec rattrapage du pouvoir d'achat perdu.

Combattre sur cette orientation permettrait de mettre à bas la « politique du chiffre » et les objectifs commerciaux. Elle permettrait de remplacer les facteurs absents au lieu de contraindre les collègues présents à se partager sa tournée. Elle permettrait de supprimer le flicage par les ordinateurs de chaque opérateur, de retirer les mouchards sur les postes des plateformes téléphoniques. Elle permettrait de supprimer les fonctions de surveillance des cadres.

Ce n'est pas le travail qui tue ou qui rend malade. Ce sont les rapports de production capitalistes. C'est pour que leur système perdure, pour restaurer leurs taux de profit, faire suer la plus-value et la réaliser au travers la vente que les patrons augmentent l'intensification du travail, divisent les travailleurs, opposent les salariés aux chômeurs, les fonctionnaires aux contractuels et emploient toute une kyrielle de chefaillons.

C'est pour maintenir cet état de chose, pour compléter la hiérarchie de l'entreprise, que l'État capitaliste entretient une armée, des polices, des services secrets. Pour vivre de son travail, pour s'épanouir au travail, il est nécessaire d'en finir avec l'exploitation capitaliste et de s'engager dans la voie du socialisme, vers le communisme. Alors les producteurs associés, ayant défini ensemble les besoins de production ayant aboli le salariat, en auront fini avec l'aliénation du travail, retrouveront la finalité de leur activité créatrice avec la possession et la maîtrise collective de leurs instruments de production.

Mais, pour cela, il est nécessaire de s'atteler au regroupement d'une fraction lutte de classe dans les syndicats de la Poste, de France Télécom, à l'élection par les assemblées générales de comités de grève lors des luttes, à la construction du parti révolutionnaire.

Assemblée du syndicat CGT des PTT de Loire atlantique, 5 juin

Intervention

Le 6 mai, Sarkozy a été battu. Ceux qui l'ont chassé du pouvoir, ce sont d'abord les travailleurs.
Pendant cinq ans, Sarkozy a mené une politique conforme aux intérêts de la bourgeoisie française.
Il a porté des coups importants aux salariés, à la jeunesse : répression des grèves des raffineries et des aéroports, atteinte au droit de grève dans les transports publics et l'école primaire, attaques contre les régimes spéciaux de retraite, report pour tous de l'âge de départ en retraite, suppressions de milliers de postes de fonctionnaires, expulsion de dizaines de milliers d'immigrés, privatisation partielle des universités, baisse du pouvoir d'achat, liquidations de services publics, etc.
Il a multiplié les allègements de charges et exonérations diverses au patronat en plus des cadeaux fiscaux aux plus fortunés.
Sous son mandat, les patrons de France Télécom et de La Poste qu'il a nommés les ont soumises à la loi du profit, en entraînant de nombreux suicides.
Sarkozy aurait pu être arrêté en 2010, s'il y avait eu un appel à la grève générale pour sauver les retraites et le battre.
En congédiant Sarkozy en 2012, les travailleurs ont exprimé le rejet de cette politique anti-ouvrière et raciste. Ce n'est pas pour accepter qu'elle revienne par la fenêtre. Or,

- Les plans sociaux des groupes capitalistes se multiplient et le chômage continue d'augmenter .
- Les négociations de flexibilité dites « emploi-compétitivité » (qui ont pour but de supprimer la protection des conventions collectives et de la loi afin de baisser les salaires ou d'augmenter la semaine de travail selon les désirs des patrons) sont seulement suspendues pendant les législatives.
- Le Conseil d'Orientation des Retraites prépare un rapport qui sera publié après les législatives pour justifier de nouvelles attaques contre les droits à la retraite et les pensions, attaques qui seraient « négociées » à partir de cet été.
- L'État continue à rembourser les dettes Sarkozy et à payer des intérêts qui enrichissent les groupes de la finance (50 milliards d'euros cette année).

C'est pourquoi je propose au vote de cette Assemblée générale, la motion suivante adressée à la Fédération ainsi qu'à la Confédération .

Motion

Les syndiqués CGT des PTT de Loire Atlantique réunis en Assemblée générale ce mardi 5 juin 2012 demandent à leur Fédération et à leur Confédération :

- de boycotter toute négociation des mesures de flexibilité dites « emploi-compétitivité » : non à l'allongement du temps de travail ! Interdiction des licenciements ! Réduction de la semaine de travail sans réduction de salaire jusqu'à l'embauche de tous les chômeurs !
- de quitter le Conseil d'Orientation des Retraites et de revendiquer le rétablissement immédiat des droits à la retraite pleine et entière à 60 ans avec 37,5 annuités !
- d'exiger le rattrapage du pouvoir d'achat perdu et l'indexation automatique des salaires sur les prix et des pensions sur les salaires !
- d'exiger l'annulation de la dette publique, l'expropriation sans indemnité ni rachat des banques et des compagnies d'assurance, la création d'une banque unique sous contrôle des travailleurs !
- de réclamer la régularisation immédiate des salariés étrangers sans-papiers !
- et, concernant plus particulièrement notre profession : Un seul statut pour tous les personnels, celui de fonctionnaire d'État, des embauches correspondant aux besoins, la nationalisation, dans un grand service des PTT, de toutes les activités postales et de télécommunications.

Rejetée par 7 pour, 41 contre, 45 abstentions (dont les militants LO)

Victoire amère à l'inspection du travail
Les suicides de Luc Béal-Rainaldy et de Romain Lecoustre sont reconnus comme conséquences de la terrible dégradation des conditions de travail



13 avril 2012

En neuf mois, deux inspecteurs du travail se sont donné la mort

Militants syndicaux, respectivement au SNU/FSU et à SUD, Luc Béal-Rainaldy et Romain Lecoustre ont été broyés par la politique de démantèlement des services chargés de faire appliquer les garanties qui subsistent encore, pour les travailleurs, dans le code du travail.

Ils ont succombé devant la surcharge de tâches, conséquence des réductions de postes dans le cadre de la RGPP. Le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite réduit les horaires d'ouverture des guichets dans lesquels les travailleurs peuvent obtenir accueil et aide, alourdit les tâches administratives, pressure les agents : ainsi, Romain Lecoustre a dû assurer jusqu'à quatre « intérims » (remplacement d'inspecteurs absents pour des dossiers urgents), en plus de son poste.

Ils n'ont plus supporté la politique du chiffre (200 interventions minimum exigées par an et par agent, plus des actions prioritaires régionales et nationales) que met en œuvre le ministère : ils étaient conscients du fait qu'elle empêche l'organisation sérieuse des contrôles, le suivi des préconisations, évidemment au grand bénéfice des patrons. Ils ont été abattus par le flot des jugements acerbes, du mépris que la hiérarchie zélée déverse sur ceux qui ne marchent pas au pas.

Alors qu'ils travaillaient pour le service public censé protéger les salariés, Luc Béal-Rainaldy et Romain Lecoustre n'avaient obtenu aucune protection de leur administration, ni après avoir signalé une altercation verbale violente de la part d'un employeur, ni après s'être plaint des brimades endurées, ni même après une première tentative de suicide.

La mobilisation de la base a rompu le silence et fait reculer l'administration

L'intersyndicale CGT-FO-SNU-SUD-UNSA-CFDT a appelé à une journée de grève et de manifestations, trois semaines après la mort de Romain Lecoustre. Le ministère du travail et ses délégations locales refusaient la reconnaissance de ces suicides comme « *accidents de service* » (accidents du travail dans la fonction publique) : l'administration niait ses responsabilités dans la

mort de deux de ses employés, en exigeant des « *expertises psychiatriques* » pour mieux spolier les familles qui avaient déjà tant perdu.

Le 15 mars, deuxième journée d'action : avant d'accompagner une délégation CGT-FO-SUD-SNU au ministère du travail, une assemblée générale réunit plusieurs centaines d'agents grévistes, avec des délégations de toute la France. L'AG témoigne de la dégradation pour tous des conditions de travail, du stress engendré, de la souffrance au travail. Une large majorité exige que l'intersyndicale appelle au boycott des entretiens individuels d'évaluation qui soumettent les agents, un par un, isolé, sans défense face aux chefs. Les représentants de l'intersyndicale ne veulent pas rompre avec le ministère et sa politique, ce que signifie l'appel national à organiser le boycott ; ils font traîner, de vote de motion en vote de motion, le regard rivé sur la montre pour atteindre l'heure de partir en délégation… Il faudra la détermination des personnels grévistes pour organiser le vote de l'assemblée générale, vote ultra majoritaire pour l'appel national intersyndical au boycott.

À ce jour, des travailleurs, des syndiqués, des sections syndicales locales prennent au sérieux le mandat de l'AG du 15 mars, mais les directions nationales s'assoient dessus.

Tandis que les instances chargées de statuer sur le lien entre le travail et la mort des deux inspecteurs (« commissions de réforme ») n'ont toujours pas rendu d'avis et renvoient à d'autres expertises, au mépris de la vérité, au mépris des témoignages accablants des collègues et des familles, les agents du ministère vont donner un sérieux coup d'accélérateur.

> *Le 31 mars, un e-mail de l'intersyndicale adressé à 8 000 agents donne lieu à une myriade de messages de solidarité. Tous en « répondre à tous », évidemment. Et désormais, Xavier Bertrand et le directeur général Jean-Denis Combrexelle ont l'honneur de figurer en copie. Rapidement, des milliers d'autres messages affluent. On y trouve des récits de souffrance du quotidien, des cris d'alarme ou de désespoir, des appels à riposter. Les syndicats sont passablement débordés. La messagerie du ministère explose.* (*Rue89*)

Le ministère adresse, le 6 avril, une « *note aux agents* », signée du « *directeur de l'administration générale et de la modernisation des services* » pour tenter de faire peur aux salariés et de bloquer la marée des mails qui a paralysé les serveurs pendant quatre jours.

> *L'agent qui, par l'utilisation qu'il ferait de cet outil en poursuivrait un objectif étranger à sa mission, prend le risque de se placer au minimum dans une situation de faute professionnelle, sans préjudice, le cas échéant, d'infractions pouvant relever du pénal.* (Joël Blondel)

Ces menaces que le représentant du ministre agite au nez de chaque agent pour essayer de rétablir la solitude face au chef que justement, par milliers, les agents de l'inspection du travail ont commencé à briser, ces menaces, loin de calmer la mobilisation, la légitiment et elle décuple !

Le 12 avril, la Commission de réforme, à Paris, déclare que le suicide de Luc Béal-Rénaldy (mort le 4 mai 2011) est la conséquence de ce qu'il subissait au travail. Le 19 avril, la Commission de réforme de Lille reconnaît que les causes de la mort de Romain Lecoustre (décédé le 18 janvier 2012) sont imputables à ses conditions de travail.

Pour continuer à se défendre

Depuis, Xavier Bertrand a fait ses valises avec son président Sarkozy. Qu'en est-il des hauts fonctionnaires comme Blondel, Combrexelle et compagnie ? Le nouveau ministre Michel Sapin continue-t-il à s'appuyer sur ces bâtons qui frappent les agents du ministère du travail ?

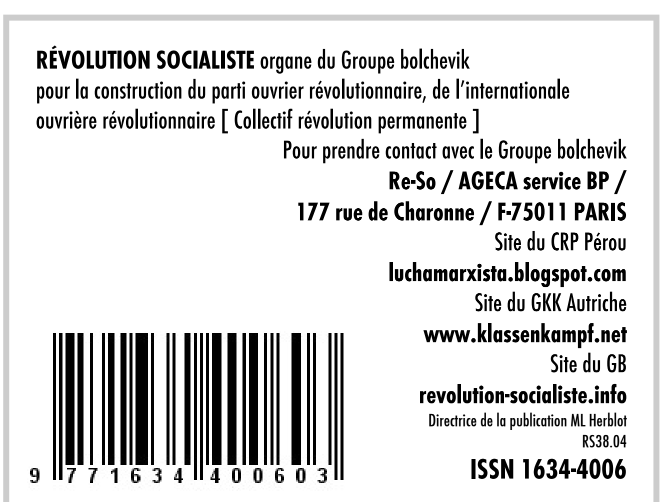
La révision générale des politiques publiques et son cortège de suppressions de postes, les agents du ministère du travail n'en veulent pas.

La part variable dans le salaire, les entretiens individuels, le management marche-ou-crève, les agents du ministère du travail n'en veulent pas.

Les objectifs chiffrés, les priorités données à tout sauf la défense des salariés, dans un pays où 529 travailleurs sont morts dans un accident du travail et 41 176 travailleurs ont subi un accident grave avec incapacité permanente (dernières statistiques, 2010, INRS), les agents du ministère du travail n'en veulent pas.

Dirigeants de la CGT, de FO, du SNU, de SUD, appelez à l'élection de délégués dans chaque service pour tenir une conférence nationale chargée d'organiser la mobilisation des personnels du ministère du travail, pour la création de tous les postes qui manquent, la suppression de la part variable et l'augmentation des salaires, le contrôle des travailleurs sur la hiérarchie, l'arrêt des entretiens individuels.

RÉVOLUTION SOCIALISTE organe du Groupe bolchevik
pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire [Collectif révolution permanente]
Pour prendre contact avec le Groupe bolchevik
Re-So / AGECA service BP /
177 rue de Charonne / F-75011 PARIS
Site du CRP Pérou
luchamarxista.blogspot.com
Site du GKK Autriche
www.klassenkampf.net
Site du GB
revolution-socialiste.info
Directrice de la publication ML Herblot
RS38.04



ISSN 1634-4006

Adresse du 1er mai du CoReP
Pour l'émancipation et le socialisme, la révolution prolétarienne maintenant !



Le prolongement de la crise économique dans les économies avancées et la crise écologique croissante (réchauffement climatique...) sont des preuves du déclin du capitalisme. En outre, malgré des progrès scientifiques et techniques, la faim continue à frapper une part significative de l'humanité. La majorité des habitants des pays dominés sont poussés à la misère. La décomposition du mode de production capitaliste menace l'avenir de l'humanité et rend son renversement, non seulement possible et nécessaire, mais réellement impératif.

En vue de restaurer le taux de profit, la bourgeoisie mondiale mène dans les cinq continents une violente guerre de classe contre le prolétariat mondial. Dans les vieux pays industrialisés, la classe capitaliste détruit les victoires historiques de la classe ouvrière (protection sociale, droits syndicaux...). Les réductions de dépenses visent le système public de santé et l'éducation publique, les allocations de chômage et les retraites. Le niveau élevé du chômage accroît la pression sur les travailleurs employés (plus de tâches à accomplir, des salaires plus faibles, plus d'heures de travail).

Les droits démocratiques sont restreints dans les vieilles démocraties bourgeoises. Non seulement les partis fascistes et cléricaux réapparaissent, mais les gouvernements « démocratiques » diffusent le chauvinisme, la xénophobie et le racisme. Partout dans le monde, les armées impérialistes et les services secrets préparent et mènent des agressions militaires. Les impérialismes occidentaux (États-Unis, France, Grande-Bretagne...) occupent toujours l'Afghanistan, ont transformé la Libye en centre de torture et menacent la Syrie et l'Iran. Dans le même temps, des impérialismes orientaux (Russie, Chine) soutiennent les despotes contre les manifestations iraniennes et le soulèvement syrien. Tout en renforçant les armées bourgeoises locales contre leur population et en nouant des alliances avec les forces les plus réactionnaires (comme le Baas ou les islamistes en Iran, au Pakistan, en Tunisie, en Égypte, en Libye, en Syrie...) contre les masses exploitées, tous les gouvernements impérialistes cherchent à camoufler leurs rivalités et leurs pillages avec des slogans comme « indépendance nationale » ou « liberté ».

Cependant, l'oppression nationale, les réductions de dépenses sociales et la répression brutale génèrent des soulèvements, de l'instabilité et des rébellions. De la Grèce au Portugal, de l'Égypte à la Syrie, de la Libye aux États-Unis, de la Chine à la Corée, du Brésil au Chili, des révoltes éclatent. La classe ouvrière est l'unique force capable de remplacer le vieil ordre capitaliste par un nouvel ordre, la transition vers le communisme mondial afin d'abolir l'exploitation et la misère, après une période de nécessaire répression contre les précédentes classes dominantes (la dictature du prolétariat), pour assurer le dépérissement des classes et de l'État. Malheureusement, le revers de la médaille est que, si les conditions objectives pour le renversement du capitalisme sont mûres, les conditions subjectives pour des révolutions socialistes victorieuses retardent.

Certains représentants de la classe dominante sont conscients de l'impasse de la domination capitaliste. Ils cherchent à bloquer la voie vers le socialisme en cherchant des boucs émissaires, comme les minorités religieuses ou les travailleurs immigrés.

D'autres, ou les mêmes, canalisent le mécontentement contre la « finance » et la « spéculation ». D'où les « forums sociaux mondiaux » et les « mouvements des indignés ». En Espagne, les dirigeants des « Indignés » se disent apolitiques ; en Grèce, ils fourvoient la colère dans le nationalisme ; aux États-Unis, ils se présentent comme pacifistes... De telles orientations laissent la classe bourgeoise continuer à dominer la société. Ce n'est pas une surprise si certains dirigeants petits-bourgeois sont liés à des partis bourgeois (comme le Parti démocrate américain), alors que d'autres sont les flancs-gardes des bureaucraties traîtres de la classe ouvrière qui ont franchi depuis longtemps la frontière de classe et servent de protection à la domination capitaliste, que ce soit d'anciens staliniens, de vieux partis sociaux-démocrates, de semi-réformistes (QI, TSI, CIO, TMI, UCI, L5I...).

Après des décennies de domination totalitaire dans des économies collectivisées sous le drapeau antimarxiste du « socialisme dans un seul pays » et une collaboration de classe abjecte dans les pays capitalistes, le stalinisme s'est effondré. Avec la restauration du capitalisme en 1989-1992 en URSS, en Europe de l'est et en Chine par les bureaucraties d'État privilégiées, certaines couches de ces bureaucrates ont volé la propriété publique, se sont transformés en capitalistes et sont devenus le coeur de la nouvelle

bourgeoisie. Par conséquent, l'appareil international du stalinisme, déjà divisé et discrédité par le conflit entre la bureaucratie de l'URSS et celle de la Chine, s'est disloqué : certaines composantes ont disparu, d'autres ont rejoint ou constitué des partis bourgeois (dont la majorité du PCI), d'autres enfin ont rallié de fait la sociale-démocratie mondiale qui, depuis 1914, défend l'ordre capitaliste (JCP, Die Linke, PRC, PCF, Synaspismos, PCCh...). L'un d'entre eux, le KKE de Grèce, face à une situation révolutionnaire, divise violemment les travailleurs et la jeunesse, soutient les inefficaces grèves limitées à 24 ou 48 heures, appelle à des élections bourgeoises et défend l'autarcie réactionnaire.

« L'Internationale socialiste » survit comme une parodie de la Deuxième Internationale ouvrière, ouvrant ses portes à nombre de partis nationalistes bourgeois comme l'ANC d'Afrique du sud, le MPLA d'Angola, le PASOK de Grèce, l'UFSP du Maroc, le Fatah de Palestine, le PPP du Pakistan, le PAP du Pérou, le PS du Sénégal, le CHP de Turquie, l'AD du Venezuela...

C'est à travers leurs machines électorales et leur contrôle des syndicats que les partis ouvriers-bourgeois conservent leur valeur pour la classe capitaliste, comme une courroie de transmission dans la classe ouvrière. Pour cela, ils proclament des idéaux de justice sociale, invoquent plus d'égalité sociale, promettent des réformes progressistes limitées.

En fait, les partis ex-staliniens et les vieux partis travaillistes ou sociaux-démocrates sont tous chauvins, tous d'ardents défenseurs de la collaboration de classe, à la fois nationalement et à l'étranger. Lorsque ces soi-disant réformistes prennent la tête de l'État bourgeois, ils participent à la politique d'austérité de leur bourgeoisie. Hier, le SPD en Allemagne, le Parti travailliste en Grande-Bretagne, le PS et le PCF en France, le PRC en Italie, le PSOE en Espagne ; aujourd'hui, l'ALP en Australie, le SPÖ en Autriche, le PS en Belgique, le NAP en Norvège, le SMER en Slovaquie...

Partout, les bureaucraties des principaux syndicats sont complices de la réaction, en acceptant de discuter les attaques capitalistes au nom d'un soi-disant intérêt commun avec les patrons et les actionnaires, au nom d'un soi-disant intérêt national commun avec la classe capitaliste et son État. Elles dispersent la résistance des travailleurs et des jeunes en d'impuissantes « journées d'action ». Avec l'aide des partis réformistes ou des organisations semi-réformistes, les bureaucraties syndicales empêchent les travailleurs de mener des grèves générales pour renverser les gouvernements bourgeois, ils empêchent les travailleurs de créer leurs propres organes d'auto-défense contre la police et les fascistes, ils empêchent toute avancée vers des comités élus, de type soviet, sur les lieux de travail et dans les quartiers.

Malheureusement, il n'existe pas d'alternative révolutionnaire qui puisse prétendre être soutenue par de larges couches des masses laborieuses. La plupart des soi-disant trotskystes sont des révisionnistes du bolchevisme et des liquidateurs de ce que fut la 4e Internationale révolutionnaire. En réalité, ils agissent comme des adjoints des bureaucraties, des agences de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, voire directement pour des partis bourgeois (des écologistes aux partis islamistes). Ils diffusent leur propre version de la collaboration de classe, lancent des partis réformistes (Enhedslisten, Partido dos Trabalhadores, Scottish Socialist Party, Nouveau Parti Anticapitaliste, Bloco de Esquerda...), se joignent à des coalitions de front populaire (Izquierda Unida, Respect, Front de Gauche...) et même à des partis bourgeois (PSUV au Venezuela, Die Grünen en Allemagne, PRD et Morena au Mexique, MDC au Zimbabwe, PPP au Pakistan...).

Pour unir leurs rangs et pour lutter victorieusement , les travailleurs ont besoin d'un nouveau parti. Un parti ouvrier révolutionnaire devrait défendre, dans chaque occasion, l'indépendance de la classe ouvrière par rapport à toutes les autres classes. Il devrait unifier la classe ouvrière (hommes et femmes, nationaux et immigrés, jeunes et vieux, employés et chômeurs). Il renforcerait tous les éléments de démocratie ouvrière. Il regrouperait tous les opprimés et exploités autour de la classe ouvrière. Il les conduirait à prendre le pouvoir sur le mode de la Commune de Paris de 1871 et des Soviets russes de 1917. C'est la seule manière d'affronter partout les gouvernements bourgeois et de gagner à la révolution la jeunesse et les classes intermédiaires, de les extraire du front populaire, de l'islamisme et du fascisme.

Par conséquent, les travailleurs ont partout besoin d'un parti ouvrier révolutionnaire qui ne peut être qu'une section de l'Internationale ouvrière révolutionnaire, de même que toute classe ouvrière nationale fait partie de la classe ouvrière mondiale. La classe ouvrière est la seule classe internationale authentique. Toutes les formes de nationalisme ou de séparatisme devraient lui être étrangères. Seuls les travailleurs unis de tous les pays montrent la voie de la sortie de la crise, de l'oppression, des guerres et de la misère : la voie vers l'émancipation et le socialisme.

Collectif révolution permanente

Dépression en Grèce et menace sur l'euro

Annulation des dettes, l'Europe aux travailleurs !

L'UE, capitaliste de sa fondation à sa crise, de l'ouest à l'est

Aujourd'hui, l'Union européenne (UE) se retrouve en grandes difficultés financières. En 2010, le gouvernement allemand prétendait que c'était un problème grec. La suite a prouvé qu'il était plus large. La conjonction entre une politique monétaire commune à 17 pays et des politiques budgétaires nationales, dans un contexte de crise mondiale et de tensions inter-impérialistes, ne peut pas être viable à long terme. Il semble bien que le pronostic que faisait Zapatero, alors Premier ministre PSOE de l'État espagnol – *« L'Europe doit avoir confiance dans la perspective de devenir la puissance la plus importante dans le monde d'ici 20 ans »* (*Der Spiegel*, 9 novembre 2004) – ait bien peu de chances de se réaliser.

L'UE s'est créée comme un outil de classe : il s'agit d'une institution visant à renforcer les classes capitalistes européennes à la fois contre les États ouvriers d'Europe, contre leurs rivales capitalistes mondiales et contre leur propre classe ouvrière. Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, sous l'impulsion de la démocratie-chrétienne et de la sociale-démocratie (et malgré l'hostilité des staliniens de toute l'Europe, du RPF gaulliste, du Parti conservateur britannique…), quelques-unes des principales bourgeoisies européennes (France, Allemagne, Italie), avec leurs satellites (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas), ont créé une coalition entre États pour faire face à la fois à la concurrence de l'impérialisme américain et à un mouvement ouvrier puissant pouvant encore se référer à la Révolution d'Octobre 1917 et donc renverser tant la bureaucratie stalinienne qui usurpait le pouvoir de la classe ouvrière en Russie et en Europe centrale que la bourgeoisie qui avait précipité deux fois le continent dans la guerre en Europe occidentale. Elle a pris plusieurs noms (CECA, CEE, UE), compte aujourd'hui 27 membres, parmi lesquelles des anciens satellites de l'URSS (la Croatie sera le 28e membre en 2013).

La classe bourgeoise est incapable d'unifier l'Europe

Le PIB des pays de l'ensemble des 27 pays de l'Union européenne en 2011 était de 14 000 milliards d'euros, soit environ 24,8 % du PIB mondial (33,3 % en 1990), contre 26 % pour les États-Unis (30,4 % en 1990), 9,9 % pour la Chine (1,8 % en 1990), 8,2 % pour le Japon (14 % en 2000)… 500 millions de personnes vivent dans l'UE (un peu plus de 300 millions aux États-Unis).

Pourtant, l'UE n'a rien d'un État unifié, même de type fédéral, et la bourgeoisie se révèle incapable d'achever ce qu'elle a commencé et d'unifier l'Europe. Contrairement aux États-Unis d'Amérique, qui ont été rassemblés dès leur naissance, à une période où le capitalisme était dans une phase ascendante, les rivalités propres au continent européen sont trop fortes et trop anciennes pour pouvoir être dépassées dans un cadre capitaliste. Derrière une façade d'identité commune, l'Union européenne est une structure pyramidale impérialiste, avec une poignée de pays dominants, des impérialismes de taille plus réduite, des pays capitalistes dominés.

En France, les secteurs décisifs de la bourgeoisie ont majoritairement misé sur l'UE, ce qui se reflète dans l'attitude pro-UE de la plupart des partis bourgeois (UMP, EELV, MoDem..) et dans celle du principal parti ouvrier bourgeois (PS). Mais certains secteurs capitalistes ont pâti de l'ouverture des frontières, ce qui alimente la dissidence de partis baptisés pudiquement « souverainistes » ou « eurosceptiques » (FN, MRC, DLR, MpF…) qui dénoncent « Bruxelles » et « l'Europe » comme des organismes supranationaux asservissant « la nation ». Cette démagogie réactionnaire empoisonne d'autant plus la conscience des exploités et des victimes de la crise du capitalisme mondial qu'elle est relayée par certaines directions syndicales (FO, CGT…) et par plusieurs partis intervenant au sein des travailleurs et de la jeunesse (PdG, PCF, POI…). Par exemple, un éditorial récent signé de l'ineffable secrétaire national du POI Schivardi titra récemment :

> *La population peut-elle bloquer le système de l'UE ?* (*Informations ouvrières*, 29 mars 2012)

N'en déplaise aux sociaux-chauvins, l'Union européenne n'est pas suspendue en l'air. Ses décisions ont toujours été prises par les gouvernements des États membres, sous la forme du Conseil européen (« sommet européen ») qui regroupe les gouvernements de tous les États membres, et jamais sans l'assentiment du « couple franco-allemand ».

> *À partir de la CECA (1951), la consolidation des relations franco-allemandes s'impose comme une contribu-*



> *tion majeure au dynamisme communautaire : à la fois en tant que pôle dominant des initiatives et en tant que matrice d'une configuration en mouvement… Centre d'impulsion, elle forme également un front dissuasif contre des revendications jugées excessives et des manœuvres d'obstruction… Lorsque l'un ou l'autre se désolidarise, la mécanique européenne se grippe.* (Guillaume Courty, Guillaume Devin, *La Construction européenne,* La Découverte, 2010, p. 21 et 23)

Le marché commun (1957), la politique agricole commune (1962), le système monétaire européen (1979), le marché unique (1987), la libre circulation des personnes (1985), les extensions successives à de nouveaux États (1973, 1981, 1986, 1995, 2004, 2007) résultent avant tout de la collaboration entre la bourgeoisie allemande et la bourgeoisie française. La décision d'adopter une monnaie unique (1992) ne fait pas exception.

L'euro, voulu par la France, façonné par l'Allemagne

La réunification de l'Allemagne en 1990 et le rétablissement du capitalisme en Europe de l'est ont considérablement renforcé la position de l'impérialisme allemand, directement par l'incorporation des forces productives de la RDA et leur soumission aux rapports de production capitalistes prévalant en RFA; indirectement par l'ouverture à ses capitaux et à ses marchandises de la partie orientale de l'Europe. Cela n'a pas échappé à l'impérialisme français et à d'autres. C'est à ce moment-là que la CEE a précipité le choix, débattu depuis les années 1960, d'une monnaie unique.

> *Les Allemands ne sont pas demandeurs. La RFA estime qu'elle n'a pas grand-chose à gagner dans une union monétaire.* (Jean-Pierre Patat, *L'Europe monétaire*, La Découverte, 1990, p. 56)

> *C'était une nécessaire compensation de l'acceptation de la réunification de l'Allemagne… Le traité de Maastricht dut beaucoup à la volonté de François Mitterrand et, le 13 décembre 1992, il pouvait déclarer à* Antenne 2 *:* "C'est l'acte le plus important depuis le traité de Rome". (Jean-Jacques Becker, *Crises et alternances*, Seuil, 2002, p. 629)

Le président français fut largement suivi. Dans la CEE, la plupart des États avaient déjà perdu l'autonomie de leur « politique monétaire ». À cause de l'intensité des échanges économiques entre eux et avec l'Allemagne, leur monnaie était forcée de s'aligner sur la devise allemande, le deutschemark, qui était de fait la monnaie européenne, un peu comme la monnaie du monde était, et reste, le dollar américain avec des avantages pour les États-Unis.

Or, l'évolution du mark était aux mains de la banque centrale allemande. La création d'une monnaie unique et donc d'une banque centrale commune permettait aux autres bourgeoisies d'espérer partager les décisions de la politique monétaire avec la bourgeoisie allemande. Par exemple, jusqu'à présent, les présidents de la BCE ont été successivement néerlandais, français et italien.

> *L'adoption d'une monnaie unique permet, en principe, à tous les États de participer aux décisions de politique monétaire. Dans ce cas, l'Allemagne deviendrait un décideur parmi d'autres.* (Michel Dévoluy, *L'Euro est-il un échec ?* La Documentation française, 2011, p. 23)

L'accord était possible car l'intérêt commun des bourgeoisies impérialistes d'Europe était de diminuer le rôle international du dollar et de faire de la monnaie unique une devise-clé, une monnaie mondiale. Seule la Grande-Bretagne résista, pour ménager les États-Unis et préserver sa place financière, la première d'Europe. Officiellement, la nouvelle monnaie (son nom n'avait pas encre été choisi) devait permettre d'atteindre plusieurs objectifs économiques à la fois.

> *Les effets permanents qui peuvent être attendus de l'union économique et monétaire appartiennent à une des quatre grandes catégories suivantes : a) gains d'efficience micro-économiques découlant de la suppression des coûts de transaction et de l'incertitude en matière de taux de change… b) effets de stabilité macro-économiques qui proviennent à la fois de la suppression des taux de change intra-communautaires et de la discipline des politiques monétaires et budgétaires… c) effets d'équité interrégionale… d) effets extérieurs nés du rôle international accru de l'écu…* (Commission européenne, *Marché unique, monnaie unique,* Economica, 1991, p. 32)

Des effets escomptés ont partiellement ou temporairement eu lieu (disparition de certains coûts pour les groupes exportateurs et importateurs de la zone euro, diminution des taux d'intérêt pour tous les emprunteurs, ralentissement de l'inflation, atténuation des conséquences de la hausse du prix du pétrole et du gaz naturel importés…).

Mais, en guise d'équité entre les pays, les plus faibles n'ont plus pu bénéficier de la dépréciation de leur

Lisbonne, 1 juin 2012

monnaie sur les marchés des changes. L'impact inégal de la crise capitaliste mondiale a fait diverger les taux d'intérêt que doivent payer les différents États pour emprunter.

À l'époque, l'unification monétaire étant imposée à l'État allemand, celui-ci en a fixé les conditions de lancement lors des négociations du traité de Maastricht en 1992 (cinq « critères de convergence »).

À l'approche de l'échéance fixée par le traité (1999), il devient clair pour le gouvernement allemand que l'union monétaire allait inclure non seulement la France et la Belgique, mais aussi l'Italie, l'Espagne et le Portugal, autant de pays non désirés.

Le chancelier allemand Kohl a alors exigé la localisation de la Banque centrale européenne (BCE) en Allemagne et la fixation de règles à respecter pour rester membre de la « zone euro » (principalement un déficit public –État, collectivités territoriales et sécurité sociale– inférieur à 3 % du PIB du pays membre et une dette publique inférieure à 60 % du PIB). Ces dispositions sont adoptées lors du Conseil européen d'Amsterdam de 1997. Le Premier ministre français demande un volet croissance. Kohl accorde seulement le mot : l'accord se nommera « Pacte de stabilité et de croissance » (PSC). Chirac et Jospin signent le PSC.

Dès 2003, le chancelier Schröder et le président Chirac imposent à la Commission d'interrompre la procédure de sanction qu'elle avait entreprise contre l'Allemagne et la France au titre du PSC. Tous les faits invalident le mythe des « souverainistes » et des sociaux-chauvins selon lequel l'UE impose sa dictature à une France réduite à l'impuissance…

À la suite des nouvelles adhésions, la règle de l'unanimité rend l'UE à 25 ingouvernable. Les gouvernements allemand et français proposent une réforme qui avalise la prédominance de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et de la Grande-Bretagne par un système de décision à la « majorité qualifiée » qui deviendrait la règle. En 2004, à Rome, le Conseil européen des 25 chefs de gouvernement adopte ce projet de constitution dit « second traité de Rome ».

Les Pays-Bas et la France rejettent le projet par référendum en 2005. Cela n'empêche pas les 27 gouvernements (la Roumanie et la Bulgarie ont adhéré entretemps) d'en reprendre l'essentiel à l'occasion du Conseil européen de Bruxelles en 2007. Le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) est adopté lors du Conseil européen de Lisbonne de 2007. Pour éviter un nouvel impair, Sarkozy le fait ratifier par le parlement. Le TFUE de 2007 intègre le PSC de 1997.

Il faudra peu de temps à l'État allemand et l'État français, comme la quasi-totalité des 17 États membres de la zone euro, pour fouler aux pieds les règles budgétaires de déficit et de dette du nouveau traité. À partir de 2008, la crise économique mondiale les contraint, chacun pour soi et chacun chez soi, à sauver leurs groupes bancaires et automobiles nationaux.

> *Tout en appelant les États membres à agir, la Commission a appelé maintes fois à davantage de coordination au niveau européen. Or, toutes les analyses soulignent au contraire une coordina-*

Mélenchon et le plombier polonais

En 1992, le traité de Maastricht est ratifié en France par référendum. Pour le Oui : le PS (dont Mélenchon), la majorité du RPR (aujourd'hui UMP), l'UDF (aujourd'hui MoDem et NC) ; pour le Non : le FN, le MpF, les Verts (aujourd'hui EELV), une minorité du RPR, le PCF, la LCR, le PT. Seule LO se prononça pour l'abstention. La CGT appelle au Non ; la FEN (aujourd'hui UNSA) appelle au Oui. Qu'ils aient appelé à voter Oui, qu'ils aient appelé à voter Non, les dirigeants des organisations ouvrières de masse se situaient sur le terrain de la défense de la bourgeoisie française. C'est pourquoi ils n'appelèrent pas au boycott de ce référendum.

En 2005, le second traité de Rome vise à doter l'UE d'une constitution. Il est signé par Chirac qui choisit de le faire ratifier par référendum. Les principaux partis bourgeois (l'UMP, l'UDF, les Verts) ainsi que le PS sont pour le Oui, alors que quelques partis bourgeois minoritaires (FN, MpF, MRC), ainsi qu'une minorité du PS, le PCF, la LCR (aujourd'hui NPA) et LO se prononcent pour le Non. Le choix proposé aux électeurs se borne à deux solutions bourgeoises et réactionnaires : soit approuver la domination impérialiste franco-allemande sur le continent, soit se replier sur la patrie. Aucune organisation ouvrière significative n'adopte la seule position internationaliste possible, le boycott.

Un des thèmes nauséabonds qui imprègne la campagne pour le Non est la prétendue concurrence déloyale du *« plombier polonais »* qui va déferler sur la France si le Oui passe. Parmi ceux qui font campagne pour le Non, figurent un ancien Premier ministre (Fabius) et d'anciens ministres de la 5e République (Buffet, Gayssot et Mélenchon), tous défenseurs de « la nation » et de « l'intérêt national ». Mélenchon prouve à cette occasion que son Non n'a rien à voir avec l'internationalisme prolétarien, ni même la défense des petites nations.

> *Sur le chemin du studio de France Télévisions, le sénateur socialiste se laisse aller à un excès qui a été capté par une équipe de télévision et qui sera diffusé sur France 2, le 2 juin 2005. Dans le RER, un militant socialiste partisan du Oui lui lance :* ''Si vous prenez par exemple, les nouveaux entrants de l'Est…'' *Réponse du futur député européen :* ''Éh bien, qu'ils aillent se faire foutre ! Lituaniens ? T'en connais, toi, des Lituaniens ? J'en ai jamais vu un, moi !'' (Lilian Alemagna, Stéphane Alliès, *Mélenchon le plébéien,* Laffont, 2012, p. 251)

Le « Non » l'emporte. Commémorant ce « succès », un an après, Mélenchon écrit dans une tribune : *« Le plombier polonais a élu une majorité gouvernementale nationale-catholique… »* (*Le Figaro,* 25 mai 2006).

> *tion insuffisante.* (*La Note de veille du Centre d'analyse stratégique*, juillet 2009)

Par conséquent, en 2009, seuls le Luxembourg et l'Estonie respectaient le traité de Lisbonne (TFUE).

> *La crise a nécessité beaucoup de fonds publics pour les plans de relance et, de plus, a fait chuter les recettes fiscales. Mécaniquement, les déficits se sont creusés dans tous les États de la zone euro.* (Michel Dévoluy, *L'Euro est-il un échec ?* La Documentation française, 2011, p. 129)

Les dogmes « libéraux » servent d'argument pour anéantir les droits des travailleurs ; par contre, les mêmes gouvernements pratiquent sans vergogne les recettes « keynésiennes » quand il s'agit de sauver leurs capitalistes.

La crise révèle la prépondérance de l'impérialisme allemand

L'Union européenne est très hétérogène, avec en son sein des pays impérialistes et des pays dominés. Le salaire ouvrier moyen varie de 160 € par mois en Bulgarie à 3 600 € par mois au Danemark. L'Allemagne est le principal impérialisme du continent européen, et donc de l'Union européenne à 27 et de la zone euro à 17. En tant que cœur impérialiste de l'UE, il a usé de l'euro pour asseoir sa domination. Celle-ci repose sur une pression exercée à la fois sur sa propre classe ouvrière et sur les pays dominés de la zone euro, qui est en quelque sorte devenue un marché domestique allemand, les déficits des pays périphériques reflétant les excédents allemands. Ceux-là sont même insultés, traités de PIGS –cochons en anglais– (Portugal, Italie ou Irlande, Grèce, Espagne), alors que leur dette est autant le fait de la domination franco-allemande de l'UE que des politiques des bourgeoisies nationales.

Pour une fraction de la bourgeoisie, la zone euro est divisée entre les pays du Nord, qui se prétendent vertueux, et les pays du Sud, accusés par les premiers d'être dépensiers. Ainsi, l'Union européenne monte les peuples les uns contre les autres. Par exemple, aux Pays-Bas les Portugais sont accusés de se mettre en grève contre l'étranglement de leur pays, la presse bourgeoise en Slovaquie attise la colère contre les institutions européennes qui financent la Grèce alors que les Slovaques sont plus pauvres. Deux fractions nationales de la bourgeoisie s'affrontent, sous la forme de deux impérialismes, sur la forme par laquelle doit être extraite la plus-value. D'une part, l'Allemagne, avec les Pays-Bas, la Finlande et l'Autriche plaident pour une baisse des dépenses publiques, alors que la France, aux côtés de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de l'Espagne, souhaite que plus d'argent soit distribué aux banques. Qu'ils soient « keynésiens » ou « libéraux », il s'agit de moyens pour renforcer l'exploitation des travailleurs.

> *Pour essayer de sortir du chaos où elle plonge le pays, la bourgeoisie française doit d'abord résoudre le problème monétaire. Les uns veulent le faire par l'inflation, c'est-à-dire l'émission de papier-monnaie, l'avilissement des salaires, la hausse du coût de la vie, l'expropriation de la petite-bourgeoisie, et les autres la déflation, c'est-à-dire les économies sur le dos des travailleurs (baisse des traitements et des salaires), l'extension du chômage, la ruine des petits producteurs paysans et de la petite bourgeoisie des villes. L'un comme l'autre signifie pour les exploités la misère accrue. Choisir entre ces deux méthodes capitalistes serait un choix entre les différents instruments avec lesquels les exploiteurs s'apprêtent à couper la gorge aux travailleurs.* (LC, *Programme d'action*, 1934, GB, p. 14)

Aujourd'hui, l'impérialisme allemand est la puissance dominante en Europe, et l'offensive a été très lourde contre le prolétariat allemand : privatisations massives, stagnation des salaires nets depuis une quinzaine d'années, perte de l'influence syndicale, baisse du salaire indirect (allocations chômage, pensions de retraite, remboursements de soin...) –bref une hausse du degré d'exploitation– telles sont les clés du « modèle allemand ». Le capitalisme allemand donne de plus en plus le « la » en Europe. À l'occasion du dernier congrès de la CDU en novembre 2011, le parti bourgeois allemand au pouvoir, le président de son groupe parlementaire était fier : *« Désormais, l'Europe parle allemand »* (*Marianne 2*, 17 décembre 2011).

Il s'agit de mettre la pression à la baisse sur les salaires, directs et indirects, dans toute l'Union européenne. C'est la raison pour laquelle Sarkozy vantait tant le modèle allemand : *« il n'y a pas d'autre choix »* que de se soumettre à l'impérialisme allemand (*Marianne 2*, 17 décembre). Mélenchon n'est pas en reste : *« l'amitié franco-allemande est un devoir pour la paix et pour la construction européenne »*, transformant avec hypocrisie une rivalité inter-impérialiste en une coopération, masquant ainsi les rapports de force au sein de l'Union européenne.

Précisément, pour l'Organisation internationale du travail, le faible niveau des salaires allemands, en particulier depuis les mesures du gouvernement SPD de Schröder, est la clé de l'évolution récente de la zone euro.

> *L'amélioration de la compétitivité des exportateurs allemands est de plus en plus identifiée comme la cause structurelle des difficultés récentes de la zone euro... Les coûts du travail en Allemagne ont chuté depuis une décennie par rapport aux concurrents, mettant leur croissance sous pression, avec des conséquences néfastes pour la viabilité de leurs finances publiques... La politique de déflation salariale n'a pas seulement amputé la consommation... Elle a aussi conduit à un accroissement des inégalités de revenus, à une vitesse jamais vue, même durant le choc de la réunification... Au niveau européen, cela a créé les conditions d'un marasme économique prolongé, car les autres pays membres voient de plus en plus une politique de déflation des salaires encore plus dure comme une solution à leur manque de compétitivité.* (*Le Monde*, 24 janvier 2012)

Il est fort probable que la présente crise de la zone a été renforcée de la sorte, mais il n'en reste pas moins qu'une telle crise est inévitable, compte tenu des lois du mode de production capitaliste, et qu'elle a été précipitée par les conditions dans lesquelles l'Union européenne fonctionne, celles d'une seule monnaie sans unification des 17 États qui la partagent, celle du libre échange sans budget commun significatif des 27 États, etc.

Non seulement les bourgeoisies s'en prennent violemment à la classe ouvrière, mais elles créent également les conditions d'une aggravation de la récession dont la classe ouvrière serait la principale victime.

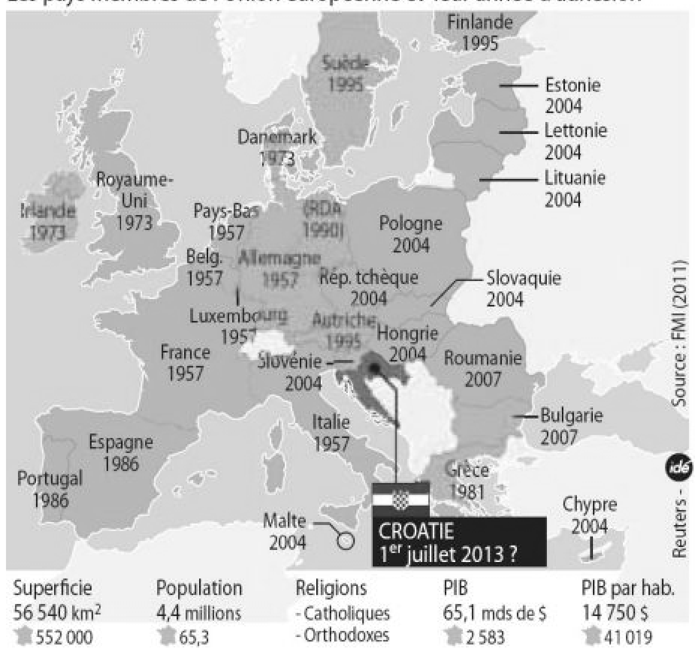
La crise de l'euro, une conséquence de l'absence d'unification

La dette des États de l'Union européenne (80 % du PIB) est dans la moyenne de l'OCDE et elle est moins importante que celle des États-Unis (100 %) ou du Japon (220 %). Pourtant, l'Union européenne fait figure de maillon le plus fragile de la chaîne impérialiste. La crise mondiale en cours a eu beau émerger en 2007 au cœur de l'impérialisme américain, c'est d'abord contre les États les plus fragiles de l'UE que les groupes financiers de tous les pays impérialistes se déchaînent en spéculant sur la dette grecque, via les CDS (couvertures de défaillance : ce sont des titres dérivés visant à ce qu'une société financière s'engage à compenser le non remboursement d'un État débiteur à ses créanciers, en contrepartie d'une prime versée à cette société) ou les ventes « à découvert » d'emprunts d'État (sans même les détenir) .

Les impérialismes extra-européens, y compris de deuxième et troisième rangs, redoutent plus que tout la contamination de la crise de la zone euro. Le gouvernement japonais est même prêt à fournir 50 milliards de dollars au Fonds monétaire international pour aider l'Union européenne, à condition que l'UE fasse *« davantage d'efforts »* (*L'Express*, 23 février), c'est-à-dire renforce encore le degré d'exploitation. Le président de la banque centrale mexicaine Agustin Carstens demande aussi à l'UE de *« faire davantage d'efforts »* (*Le Figaro*, 24 février). Le gouvernement canadien pose également des conditions :

> *L'ordre approprié des décisions veut que l'Europe mette en place un pare-feu notablement plus important et plus efficace que celui qui existe actuellement, et qu'une fois cela fait, nous pourrons estimer si on a besoin de donner plus de ressources au FMI.* (*Les Échos*, 23 février 2012)


Les pays membres de l'Union européenne et leur année d'adhésion



L'unité de façade de l'Union européenne n'a pas fait long feu face aux menaces que la dette publique fait peser sur la stabilité économique de ces pays – comprendre leur capacité à dégager une plus-value suffisamment importante pour faire augmenter le taux de profit– sachant que la part des dépenses publiques dans le PIB est plus forte dans les pays d'Europe (46 %) que dans l'ensemble de pays impérialistes (41 % pour l'OCDE, dont 39 % pour les États-Unis). En partie, ces dépenses publiques correspondent à des concessions aux travailleurs, faites au détriment du taux de profit. En outre, seuls 3 des 27 États de l'UE satisfont les critères du Pacte de stabilité en matière de déficit budgétaire (3 %) : Estonie, Luxembourg, Suède.

Les États de l'UE se trouvent en difficulté du fait de la crise du financement provoquée par les banques internationales, et les plus fragiles ont de plus en plus de mal à rembourser, en particulier l'Espagne, la Grèce et le Portugal. Ainsi, les créanciers revendent leurs obligations sur le marché financier secondaire, ce qui fait baisser leur cours et monter les taux d'intérêt des nouvelles obligations émises par les États, ce qui accroit le déficit. En outre, les banques allemandes et les banques françaises étant détentrices d'obligations de l'État grec –pour plusieurs dizaines de milliards d'euros– elles se retrouvent à leur tour en difficulté.

> *Les banques de la zone euro s'attendent à un nouveau resserrement des conditions de crédit en raison de l'assombrissement de la conjoncture économique et la crise de la dette en zone euro, qui a contribué à miner la position financière du secteur bancaire.* (*Les Échos*, 1 février 2012).

Un signe de cette fragilité est que le 13 janvier, neuf États de la zone euro (France, Espagne, Grèce, Portugal, Autriche, Italie, Slovaquie, Malte, Chypre) voient leur note dégradée par l'agence Standards & Poor's (une des « agences de notation » qui ont toutes montré leur incapacité totale en 2007). Le 14 février, la Commission européenne accuse 12 États de déséquilibre budgétaire. Cinq économies sont en récession (Allemagne, Italie, Portugal, Espagne, Pays-Bas), la BCE prévoit une baisse du PIB de la

zone euro en 2012 : -0,1 % (dont -4,4 % pour la Grèce et -3,3 % pour le Portugal).

La BCE à la rescousse

Les palliatifs « keynésiens » des crises reposent sur le déficit budgétaire et la baisse des taux d'intérêt de court terme par la banque centrale. Les deux sont censés soutenir la consommation et l'investissement, les deux composantes de la demande ; à son tour, la relance de la demande est censée se traduire par l'adaptation de l'offre, c'est-à-dire de la production.

Officiellement, la BCE est chargée par le traité de Maastricht (et ses propres statuts) de lutter contre l'inflation, ce qu'elle a traduit par un plafond d'inflation de 2 % dans la zone euro. En pratique, toutes les banques centrales et tous les gouvernements des économies capitalistes, y compris celui du PCC de la Chine, ont recouru aux mesures « keynésiennes » lors de la crise financière de 2007-2008 et de la crise économique de 2008-2009. La BCE n'a pas fait exception, elle a abaissé par paliers son taux directeur, celui auquel elle prête à court terme aux banques sur le marché monétaire, jusqu'à 1 % en mai 2009.

> *Pour l'essentiel, c'est la BCE qui réagira à la crise financière, certes avec retard, mais avec beaucoup de pragmatisme.* (Michel Dévoluy, *L'Euro est-il un échec ?* La Documentation française, 2011, p. 125)

Le taux directeur est, depuis décembre 2011, à un niveau très bas (1 %), malgré un taux d'inflation dans la zone euro de 2,6 % par an. Le président de la BCE Draghi laisse entendre qu'il pourrait encore baisser. La punition de l'UE infligée à l'État grec contraste avec son laxisme envers les capitalistes des banques européennes, à qui la BCE prête sans aucune condition.

Jusqu'à présent, les effets attendus ne se sont pas produits. Quand le taux de profit est trop faible, les capitalistes n'investissent guère et, quand le chômage est massif, la consommation des salariés (qui constituent avec leurs familles l'écrasante majorité de la population en Europe) ne peut guère progresser, même si les banques sont disposées à prêter à des taux d'intérêt avantageux. En outre, elles ont plutôt restreint leurs crédits depuis la crise financière de 2007-2008, de crainte que leurs clients particuliers ou professionnels ne remboursent pas.

Officiellement, l'Union européenne ne permet pas à la BCE de financer l'UE, ni les 27 États membres (*Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne*, article 123). La BCE a contourné ces règles face à la crise financière de la zone euro de 2010-11 par des « politiques non conventionnelles ». Elles comportent deux volets :

- le rachat sur le marché financier secondaire des obligations détenues par les groupes financiers en contrepartie de leurs prêts antérieurs à l'État (ce qui revient à financer indirectement l'État). À la demande des banques, la BCE le fait depuis mai 2010, pour un montant qui s'élèverait à 200 milliards d'euros d'obligations émises par la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Irlande…
- les prêts massifs à moyen terme aux banques pour leur éviter la faillite et espérer qu'elles pourront prêter davantage aux États (cela revient aussi à financer indirectement les États), les banques empochant la différence entre le taux auquel elles prêtent et le taux auxquelles elles empruntent à la banque centrale (1 % dans le cas de la BCE). En décembre 2010, la BCE prête aux banques autant qu'elles veulent, soit 490 milliards d'euros, pour trois ans à 1 % ; en mars 2012, elle prête à nouveau aux mêmes conditions 530 milliards. En mai, elle a accordé une rallonge de 8 milliards.

> *La BCE est obligée de jouer les pompiers en chefs d'une zone euro éclatée. En témoigne des prêts d'urgence de 4 milliards d'euros accordés ce jeudi aux banques, et les 500 milliards d'euros nets avancés par la BCE aux banques de la zone euro depuis le début de l'année.* (*Le Figaro*, 25 mai 2012)

En conséquence, depuis 2007, la valeur des actifs de la BCE (les obligations étatiques qu'elle détient et les créances sur les banques de la zone euro) a plus que doublé, elle équivaut à environ 30 % du PIB de la zone euro, soit plus que le bilan de la Fed rapporté au PIB des États-Unis et que celui de la Bank of England rapporté au PIB de la Grande-Bretagne.

Mélenchon et Hollande, avant qu'il change d'avis, ont soutenu qu'il fallait que la BCE prête directement aux gouvernements de la zone euro : *« prêter aux États plutôt que de passer par le truchement qui a été choisi, d'un soutien aux banques »* (*La Tribune*, 20 avril). Telle était aussi l'aspiration partagée du PCF, du PdG et du NPA, ainsi que des bureaucraties de la CGT, de la FSU et de Solidaires avec lesquelles ils entretiennent des liens étroits.

> *Il faut changer complètement les politiques économiques… une réforme de la Banque centrale européenne pour qu'elle puisse prêter aux États à un taux inférieur ou égal à celui qu'elle consent aux banques privées…* (Collectif pour un audit citoyen de la dette publique, *Texte de référence*, 2011)

Aucune banque centrale, quelle que soit sa doctrine, quels que soient ses statuts, n'a jamais empêché les crises capitalistes. Tout au plus, les mesures qu'elle prend les précipitent ou les retardent. La Banque centrale européenne prête déjà, indirectement, aux gouvernements en difficulté, sans que cela ait résolu les problèmes de l'État grec ni, probablement, ceux de l'État espagnol. La monétisation de la dette publique (ou « planche à billets ») a un effet inflationniste qui s'accentuerait si l'Espagne et l'Italie empruntaient en même temps à la BCE pour financer un déficit public grandissant. Il est peu vraisemblable que des États comme l'Allemagne, les Pays-Bas… acceptent que d'autres puissent augmenter leur déficit au détriment de la monnaie commune. Donc, même si la BCE en avait la possibilité juridique, elle n'accorderait sans doute pas des prêts aux gouvernements sans limite ni contrepartie. Quand bien même elle le

ferait, cela ne présagerait rien de bon pour les travailleurs.

Reste l'option du financement par la Banque de France, défendue en France par le FN. Outre son effet inflationniste, il passerait par la fin de l'euro, qui serait probablement le prélude à l'effondrement de l'UE, aux mesures protectionnistes et aux rétorsions des autres États, dont les travailleurs n'ont rien de bon à attendre.

La création laborieuse du FESF-MES

Officiellement, l'UE et les autres États avaient l'interdiction de prendre en charge la dette d'un État membre (TFUE, articles 123 à 126). En 2010, devant la menace d'écroulement de l'euro, les impérialismes européens ont improvisé une sorte de FMI européen, le Fonds européen de stabilité financière (FESF) avec pour fonction d'accorder des prêts aux États en difficulté, ce qui est contraire au traité de Lisbonne qui interdisait explicitement les prêts à un État. Un Conseil européen vient de le pérenniser sous le nom de Mécanisme européen de stabilité (MES) qui entrera en fonction en juillet.

Une telle aide, bien loin d'être un service rendu aux populations, est sévèrement conditionnée à une réduction massive des déficits publics, c'est-à-dire à une multiplication des coups contre leur classe ouvrière. Les prêts sont financés à la fois par l'UE (principalement les États-membres) pour les deux tiers, et par le FMI pour le tiers restant. En pratique, le FESF émet des obligations pour persuader les capitalistes de la finance – c'est-à-dire principalement les banques internationales, les fonds de pension et les groupes d'assurances –, hypocritement qualifiée de « marchés » par la presse bourgeoise, d'acheter les titres de dette grecs, espagnols, irlandais... Dès ses premiers développements, les États se sont affrontés sur leur contribution à ce fonds. Le Premier ministre français de l'époque rejetait la responsabilité de leurs difficultés sur les États fragilisés :

> *Cette crise n'est pas la crise de la zone euro, c'est avant tout la crise des pays qui ont été affaiblis par la récession économique qui a révélé et qui a amplifié les lacunes de leurs modèles de croissance.* (François Fillon, *Voeux à la presse*, 10 janvier 2011)



« Jusqu'ici, tout va bien. – Qui sera le suivant ? » Dessin de Kal paru dans « The Economist ». CARTOONS@COURRIERINTERNATIONAL.COM

Le gouvernement allemand ne veut pas non plus augmenter le fonds, qui a rapidement essuyé un échec, en voyant les capitalistes chinois et russes refuser d'acheter des titres qui auraient fait monter la valeur du fonds de 440 à 1 500 milliards d'euros.

Il est amusant de constater que le FESF est autorisé à agir en justice contre un État mais que l'inverse est impossible; il en est de même pour son successeur, le Mécanisme européen de stabilité. De fait, avec le MES, les principales puissances impérialistes d'Europe, à commencer par l'Allemagne qui contribue à elle seule à hauteur de 27 %, ont décidé de contrôler encore plus étroitement les pays moins puissants de l'UE. En l'occurrence, *« l'octroi... de toute assistance financière... sera subordonné à une stricte conditionnalité »* (Préambule du traité instituant le MES), à savoir privatisations, baisse des salaires, hausse de la TVA, destruction du droit du travail... en d'autres termes une hausse du degré d'exploitation.

Le principe même du MES est mis en difficulté par une fraction de la bourgeoisie qui craint de ne pas y trouver son compte : la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, en Allemagne, a jugé le MES inconstitutionnel, de même que les autorités estoniennes. Cela renvoie surtout à des réticences des principaux contributeurs.

> *Nous sommes face à un problème politique. La France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Finlande, l'Autriche, qui sont les pays contributeurs nets, refusent toute augmentation de leur contribution nationale, car ils sont les principaux supports du fonds de sauvetage de l'euro et ne veulent pas payer deux fois.* (Janusz Lewandowski, commissaire au budget, *Les Échos*, 14 mars 2012)

Pour qu'un gouvernement puisse faire appel au MES, l'État en question devra avoir ratifié le nouveau « pacte fiscal », le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG).

> *Le Traité sur le MES s'articule avec celui sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, le TSCG : seuls pourront recevoir l'aide du MES, les pays qui auront souscrit au TSCG. Il s'agit du traité qu'Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ont improvisé dans l'urgence en décembre dernier... La seule véritable innovation du TSCG concerne la fameuse règle d'or : chaque Etat signataire devra mettre en place des* "dispositions contraignantes et permanentes inscrites de préférence dans la constitution, ou de toute autre façon permettant d'en garantir le plein respect ou d'assurer l'adhésion à ces dispositions tout au long des processus budgétaires nationaux"*, afin de s'assurer que le déficit structurel des budgets publics n'excède pas 0,5 % du produit intérieur brut.* (*Alternatives économiques*, mars 2012)

Le protectionnisme progresse dans le monde, sa généralisation précipiterait la crise mondiale. De même, l'austérité appliquée à toute l'UE accentue déjà

la crise dans l'Europe du sud. Or, le TSCG va dans le sens de l'austérité. Un porte-parole du capital financier américain s'en inquiète.

On demande également aux États d'instaurer l'austérité budgétaire alors que les secteurs privés réduisent leurs dépenses : entre 2007 et 2012, l'équilibre financier du secteur privé espagnol est passé du déficit à l'excédent dans une proportion équivalente à 16 % du produit intérieur (PIB). L'austérité affaiblit un peu plus les économies et les banques. Cela, à son tour, fait augmenter le chômage et réduit les recettes publiques, ce qui rend l'austérité budgétaire inefficace... La récompense de la douleur actuelle, ce sera la douleur future. Avec ou sans la Grèce, il est difficile pour l'heure de croire que la zone euro pourrait y survivre... (*Financial Times*, 29 mai 2012)

Certains économistes bourgeois (dont les « Prix Nobel » Sen, Stiglitz, Krugman) se font les avocats du retour aux monnaies nationales. Pour l'instant, seules des fractions très minoritaires des bourgeoisies impérialistes (FN en France, LN en Italie, FW en Allemagne...), veulent en finir avec l'euro.

La majorité des bourgeoisies européennes souhaite conserver l'euro, quitte à en expulser les pays dominés. Dans les cercles dirigeants impérialistes allemand et français et à la Commission européenne qui les reflète, on n'hésite pas à évoquer la possibilité d'exclure la Grèce, qui est tellement écrasée par les répercussions de la crise économique mondiale et par les exigences de l'UE et du FMI que les entreprises des pays impérialistes n'ont plus beaucoup de plus-value à en extraire. Évidemment, les dirigeants grecs s'en offusquent, parfois dans les mêmes termes.

Il y a des puissances patentes dans l'Europe... qui veulent éventuellement que la Grèce soit hors de la zone euro. (Evangelos Venizelos, ministre de l'Économie, *Le Figaro*, 15 février2012)

Qui est M. Schäuble [le ministre allemand des finances] *pour offenser la Grèce ? Qui sont ces Hollandais ? Qui sont ces Finlandais ?* (Karolos Papoulias, Président de la République, 16 février 2012)

En Grèce et dans toute l'Europe, une offensive contre la classe ouvrière

La saignée se poursuit [voir *Révolution socialiste* n° 34]. Des attaques massives contre la classe ouvrière de chaque pays sont organisées par les 27 gouvernements de l'Union européenne et des 26 autres gouvernements du continent, qu'il soit dirigé par un parti bourgeois ou par un parti issu de la classe ouvrière comme le PSOE en Espagne et le PS au Portugal qui ont tous deux mené de violentes attaques contre leur classe ouvrière. Faute de parti révolutionnaire pouvant tracer une alternative socialiste, les réformistes sans réformes ont remis en selle le parti bourgeois traditionnel, respectivement le Parti populaire de Rajoy et le Parti social-démocrate de Passos Coelho.

Que ce soit pour la Grèce ou pour l'Italie, le couple franco-allemand, la Commission et la BCE ne s'encombrent pas de préoccupations démocratiques et ils ne s'embarrassent pas des élections pour imposer des gouvernements à leur botte. Papademos et Monti, nommés Premiers ministres sans élection, sont tous deux liés à la banque Goldman Sachs, ce qui en dit long sur leur souhait et leur capacité à aider la Grèce et l'Italie à sortir de la crise.

La Grèce a déjà vécu quatre ans de dépression, les salaires ont été amputés jusqu'à 50 %, le SMIC a été diminué de 25 % à 580 €, la malnutrition, et même la faim, augmentent, les sans-domiciles fixes se multiplient ; 35 % des Grecs font appel aux hôpitaux de rue pour se soigner, contre 5 % avant la crise. Le précédent gouvernement, celui de Papademos a inclus, outre le Pasok et ND pendant quelques semaines, le parti fascisant LAOS à la demande des dirigeants français et allemand [voir *Révolution socialiste* n° 37].

Les élections législatives du 6 mai ont vu sombrer les deux principaux partis bourgeois (le Pasok et Nouvelle démocratie n'obtiennent à eux deux que 33 % des voix, contre 77 % en 2009). Elles ont montré, à un pôle, l'aspiration des travailleurs à un gouvernement ouvrier à travers les votes accordés aux partis ouvriers traditionnels qui ont tous augmenté leur audience électorale en dépassant au total 30 % des voix : Synaspismos (Coalition de la gauche, l'ancien « Parti communiste de l'intérieur » qui a constitué le mini front populaire Syriza qui a obtenu 16,8 % contre 4,6 % en 2009), KKE (l'ancien « Parti communiste de l'extérieur », 8,48 % contre 7,54 % en 2009), Dimar (Gauche démocrate, une scission de droite du Synaspismos, 6,11 %). À l'autre pôle, le parti fasciste L'Aube dorée a considérablement augmenté son score (7 % contre 0,3 %), ce qui lui permet d'entrer au Parlement tout en agressant les immigrés dans la rue.

L'instabilité est telle que la bourgeoisie a été incapable de constituer un gouvernement et de nouvelles élections sont prévues le 17 juin. Le président de la BCE Draghi se réjouit avec le plus grand cynisme de ce qu'il considère comme un juste retour des choses :

Maintenant, les réformes devront être adoptées. Le gouvernement grec a pris des engagements très sérieux en termes de politique fiscale et dans le domaine des politiques structurelles... De nombreux gouvernements ont pris des décisions concernant l'assainissement budgétaire et les réformes structurelles... Le modèle social européen est déjà mort... les Européens étaient si riches qu'ils pouvaient se permettre de payer tout le monde pour ne pas travailler. Ce temps est révolu. (*Wall Street Journal*, 22 février 2012)

Les partis issus de la classe ouvrière (KKE, Synaspismos, Dimar) doivent, d'urgence, appeler à la formation de soviets, les centraliser et, sur cette base, proclamer un gouvernement sans représentant de la bourgeoisie, dont la première mesure doit être l'annulation de la dette et qui appelle à la solidarité et à la mobilisation les travailleurs de l'UE et de la Turquie.

L'Irlande voit les salaires du secteur public réduits de 14 %, les effectifs de 13 % ; les prestations sociales diminuent, les cotisations sociales augmentent, la TVA aussi, portée à 23 %. Pour le Portugal, ce sont 23 milliards, qui incluent la baisse des salaires et des embauches dans le secteur public, la baisse des indemnités chômage, la suppression de 13e et 14e mois pour les fonctionnaires…

Les principales puissances de l'Union européenne en profitent également pour agresser leur classe ouvrière. Pour l'État espagnol, ce sont 80 milliards d'euros d'économies sur les salaires des fonctionnaires, les allocations chômage, les pensions (recul de l'âge de départ à la retraite à 67 ans), les dépenses de santé, en même temps que la baisse de l'impôt sur la fortune… auxquels s'ajoute la dernière offensive de Rajoy, avec notamment une diminution de 36 % des dépenses publiques d'investissement, une nouvelle baisse de 5,5 % des allocations chômage. *« On se dirige vers une économie de guerre »* (*El Pais*, 29 mars 2012). En Italie, le gouvernement envisage 232 milliards d'euros d'économies, avec notamment une hausse de la TVA à 21 %, un recul de l'âge de départ à la retraite (à 67 ans), une hausse des impôts… En Allemagne, les indemnisations chômage et les allocations familiales sont réduites, 15 000 postes sont supprimés dans la fonction publique… Au Royaume-Uni, 710 000 emplois publics ont été supprimés, la protection sociale est amputée, les cotisations sociales augmentent…

L'approfondissement de la crise capitaliste, l'incapacité des partis traditionnels de la classe ouvrière à affronter leur bourgeoisie et à ouvrir la voie au socialisme, leurs trahisons répétées et leur crétinisme parlementaire créent un terrain propice pour les courants politiques bourgeois les plus racistes et les plus violents, les partis fascisants et les partis fascistes qui se posent en solution de recours pour la classe capitaliste. Certains d'entre eux ont des députés au Parlement européen : l'UKIP (Grande-Bretagne), les PS (Finlande), la LN (Italie), le LAOS (Grèce), le FPÖ (Autriche), les Wutburger (Allemagne), le Jobbik (Hongrie), les DS (Suède). En Hongrie, les bandes fascistes terrorisent les Roms. En Norvège, un nazi a attaqué un rassemblement de jeunes socialistes [voir *Révolution socialiste* n° 37]. En Russie, en Allemagne, en Grèce… des groupes fascistes agressent et assassinent des ouvriers immigrés.



Le pire est à venir si la classe ouvrière d'Europe ne prend pas la tête de tous les opprimés et exploités pour renverser le capitalisme et unifier le continent.

Pour la révolution prolétarienne, pour les États-Unis socialistes d'Europe

Au cours des derniers mois, des travailleurs et des jeunes ont plus d'une fois engagé le combat en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Belgique, en Allemagne, en Grande-Bretagne… Mais si la bourgeoisie mène une guerre de classe, il n'y a pas en face d'état-major décidé, ni de stratégie pour gagner. Les luttes des salariés et des jeunes en formation, en Europe comme ailleurs, sont entravées et dévoyées par les directions syndicales, les partis réformistes, leurs adjoints centristes, les « altermondialistes » et les « indignés », les nationalistes petits-bourgeois (irlandais, basques, écossais, etc.)… Il en sera ainsi tant qu'il n'y aura pas en Europe de partis révolutionnaires liés entre eux et avec les travailleurs de tous les pays par l'internationale ouvrière.

De tels partis porteraient les mots d'ordre suivants :

- À bas tous les traités bourgeois ! Bas les pattes devant la Grèce ! Annulation de toutes les dettes publiques ! Expropriation sans aucune indemnité des banques et des compagnies d'assurances !
- Arrêt des licenciements ! Échelle mobile des salaires et des heures de travail ! Contrôle des travailleurs sur l'embauche et la production !
- Enseignement et soins de qualité et gratuits ! Logement de qualité et bon marché pour tous! Annulation de toutes les attaques contre le salaire indirect !
- Fin des interventions impérialistes européennes et fermetures des bases militaires françaises et britanniques à l'étranger ! Fermeture des bases américaines en Europe !
- Laïcité totale dans la totalité de l'Europe ! Mêmes droits pour tous les travailleurs ! Libre accès dans toute l'Europe à la contraception et à l'interruption de grossesse !
- Création de conseils de travailleurs ! Gouvernement sans ministre bourgeois basé sur les conseils ! Suppression des frontières ! États-Unis socialistes d'Europe !

Quand l'avant-garde se sera dotée de tels partis, alors il y aura une issue aux convulsions du capitalisme, à la menace renaissante de l'immonde fascisme.

> *L'avant-garde prolétarienne dit aux maîtres du jour : pour unifier l'Europe, il faut avant tout vous arracher le pouvoir. Nous le ferons. Nous unifierons l'Europe. Nous l'unifierons contre l'ennemi, et cet ennemi, c'est le monde capitaliste. Nous en ferons la grandiose place d'armes du socialisme combattant. Nous en ferons la pierre angulaire de la fédération socialiste du monde.* (Léon Trotsky, *Le Désarmement et les États-Unis socialistes d'Europe*, 4 octobre 1929)

Résolution du CCI(T) et du GB

Pour l'éviction de l'impérialisme français du Proche-Orient et d'Afrique du Nord, pour la révolution socialiste en Syrie, en Égypte et en Tunisie

Depuis 2009, le mouvement ininterrompu des masses en Afrique du Nord et au Proche-Orient marque un tournant politique des rapports entre les classes au plan mondial. D'une part, l'équilibre fragile instauré par l'impérialisme dominant dans cette région du monde est déstabilisé. D'autre part, sont la cible directe des masses, non seulement les royaumes installés par les colonialistes français et britanniques, mais aussi les républiques fondées par les nationalistes qui avaient affronté l'impérialisme et qui avaient pris la place des différentes administrations coloniales.

Dans toute la région, des mouvements révolutionnaires s'inspirant l'un de l'autre ont éclaté contre le chômage de masse et l'inflation, mais aussi le despotisme des monarchies (Bahreïn, Maroc, Arabie saoudite...), des régimes bourgeois issus du nationalisme panarabe (Tunisie, Égypte, Libye, Syrie, Cisjordanie, Algérie, Yémen...) ou contre le régime bourgeois nationaliste clérical d'Iran. Les uns n'avaient rien à envier aux autres en termes de répression anti-ouvrière et de privation de libertés démocratiques.

En Tunisie et en Égypte, les travailleurs et les jeunes sont parvenus à chasser Ben Ali et Moubarak après des mois de luttes héroïques. Les puissances impérialistes occidentales et l'armée bourgeoise les ont frustrés de leur victoire, une partie de la bourgeoisie nationale se regroupant désormais derrière les partis islamistes. Hier encore, elles soutenaient les dictateurs au prétexte du péril islamiste !

En Libye, les masses se sont insurgées contre Kadhafi. L'impérialisme français qui, via Sarkozy, avait soutenu Ben Ali en Tunisie jusqu'au bout a pris alors l'initiative de propulser un « Conseil national transitoire » et d'intervenir militairement, avec l'impérialisme britannique et l'impérialisme américain, pour éviter toute révolution sociale et marginaliser ses rivaux italien, allemand et chinois. Le CNT est un ramassis d'anciens caciques du régime reconvertis, d'islamistes, de « démocrates » bourgeois. Ce gouvernement bourgeois clérical, non élu, renforce la charia, pratique la torture contre ses opposants et se révèle incapable d'unifier le pays.

En Syrie, c'est avec un courage et une détermination inouïs que les masses affrontent jour après jour l'armée d'Al-Assad et la police politique du Baas, entrainant le basculement de plus en plus de déserteurs dans le camp des insurgés. Si l'impérialisme russe et l'impérialisme chinois s'obstinent à défendre la dictature, les impérialismes occidentaux et le gouvernement de l'AKP islamiste de Turquie ont mis préventivement en place un « Conseil national syrien » et ils menacent d'intervenir comme ils l'ont fait en Irak, en Afghanistan et en Libye.

> *Soudain, le miracle se produisit. Miné par les divisions, il y a deux semaines encore, le Conseil national syrien (CNS) vient miraculeusement d'accoucher d'une « charte », sorte de projet politique dessinant la Syrie de l'après-Assad. Cette avancée doit beaucoup à l'activisme en coulisses des diplomates français et américains.* (*Le Figaro*, 30 mars 2012)

Dans tous ces pays, après la seconde guerre mondiale, les bourgeoisies se constituèrent en classe dominante dans le cours de la lutte de mouvements nationalistes panarabes, le plus souvent des cadres de l'armée, pour l'indépendance nationale et la décolonisation, puis autour de l'État bourgeois, en s'appuyant sur la bureaucratie de l'ex-URSS.

Coincées entre la pression de l'impérialisme et le risque de révolution sociale, toutes ces bourgeoisies se sont révélées incapables d'unifier les peuples arabes comme elles le prétendaient : au contraire, elles ont maintenu les frontières héritées du colonialisme. En guise de démocratie et de socialisme, elles s'en sont remises à des bonapartes comme Nasser, Bourguiba, Al-Hafez, Kadhafi qui ont mis en place des régimes policiers dont l'appareil de répression était dirigé contre le prolétariat, les paysans pauvres et les minorités nationales, pour garantir à la fois leur domination sur les masses et leur coopération avec les puissances impérialistes. Les unes après les autres les bourgeoisies arabes se sont mises à reconnaître et accepter, ouvertement, secrètement ou implicitement l'existence de l'État colon d'Israël contre les revendications du peuple palestinien.

À cette époque, la bureaucratie au pouvoir en URSS, qui a soutenu en 1947-1948 la création par l'impérialisme américain et le sionisme de l'État d'Israël, a appuyé la mainmise des colonisateurs bourgeois sionistes sur la Palestine et a subordonné les organisations ouvrières de la région aux fractions prétendument « progressistes » des bourgeoisies arabes ou perse. Au nom d'une étape démocratique et anti-impérialiste, le stalinisme, avec le renfort ultérieur des prétendues « 4e Internationales » du SI-SU pabliste et du CI healyste, ont empêché que la classe ouvrière et son parti prennent la tête des masses exploitées et opprimées, ce qui aurait permis une vérita-

Sur l'islamisme : *Révolution socialiste* n° 37
Sur la Syrie : *Révolution socialiste* n° 36
Sur l'Égypte : *Révolution socialiste* n° 35
Sur la Tunisie : *Révolution socialiste* n° 34
Sur la Palestine : *Révolution socialiste* n° 31
Sur l'Iran : *Révolution socialiste* n° 31
Sur le Pakistan : *Révolution socialiste* n° 28
Sur l'Irak : *Révolution socialiste* n° 23
Sur le Soudan : *Révolution socialiste* n° 22
Sur le Liban : *Révolution socialiste* n° 21

ble indépendance et une réforme agraire radicale, ce qui aurait garanti les droits des minorités nationales et les libertés démocratiques.

Le mouvement révolutionnaire des masses se révoltant contre Kadhafi et Assad, chassant Ben Ali et Moubarak, a constitué une première défaite non seulement pour ces régimes et pour les puissances impérialistes, mais aussi un démenti cinglant à tous les héritiers du stalinisme et du centrisme pro-stalinien qui gangrènent toujours le mouvement ouvrier.

Aujourd'hui, contre le mouvement révolutionnaire des masses en Syrie, tous les courants réformistes (ex-staliniens pro-Kremlin, sociaux démocrates) et semi-réformistes (maoïstes, pseudo-trotskystes) :

- soit appuient le CNS et réclament l'intervention « humanitaire » de l'ONU, en fait des armées impérialistes, comme si les puissances impérialistes n'étaient pas les premières responsables de la montée du fondamentalisme religieux dans le monde entier, de l'arriération économique de la région, de la colonisation sioniste et du maintien des dictatures.

Par exemple, le Parti de gauche, le Parti socialiste et le Parti communiste français font confiance à l'ONU et réclament à leur impérialisme des « sanctions »... en fait déjà prises par Sarkozy, Obama et Cameron.

> *Le veto opposé par la Russie et la Chine, samedi dernier au Conseil de sécurité des Nations Unies, à l'adoption d'une résolution qui avait cependant été rédigée en tenant compte de leurs inquiétudes, apparait bien aujourd'hui pour ce qu'il est... C'est la mafia dirigeante qu'il faut atteindre par des mesures de coercitions (gel des avoirs des dirigeants du régime à l'international, non délivrance de visas, etc.) pour l'obliger à lâcher prise !* (PdG, 9 février 2012)

> *Je regrette vivement l'impuissance actuelle du Conseil de Sécurité des Nations Unies, entravé par les positions inacceptables de la Russie et de la Chine. Le Parti socialiste demande l'intensification des efforts diplomatiques pour parvenir à l'adoption d'une résolution ferme, visant à faire cesser les violences, qui facilitera la transition démocratique.* (Aubry, PS, 20 février 2012)

> *C'est une issue politique qui doit s'imposer, avec le maximum de pression sur le régime de Bachar Al Assad en particulier pour des sanctions ciblées...* (PCF, 7 mars 2012)

- soit s'arc-boutent dans la défense du régime de Bachar El Assad, en invoquant les manœuvres de l'impérialisme, du sionisme, des islamistes, comme si l'entrée dans la lutte de millions de travailleurs contre une dictature bourgeoise pouvait être le résultat d'un complot.

Que les principaux États impérialistes manœuvrent ne fait aucun doute. Mais contre qui ? D'abord et avant tout contre le risque révolutionnaire du mouvement des masses syriennes. Avec qui ? Sinon toutes les forces de la réaction, dont les armées bourgeoises qui ont fait la preuve de leur caractère contre-révolutionnaire en Algérie, en Libye, en Égypte et en Syrie, et les partis islamistes qui ont réalisé la contre-révolution pour le compte de la bourgeoisie en Iran et qui vertèbrent la réaction bourgeoise en Turquie, en Égypte et Tunisie...

Sarkozy, après avoir soutenu tous les régimes militaro-policiers de la région tant que les masses ne leur avaient pas donné l'assaut, après avoir invité Bachar Al-Assad lors des cérémonies du 14 juillet 2008 à Paris, cherche aujourd'hui, avec Obama et Erdogan, la meilleure transition possible pour assurer l'ordre bourgeois en Syrie.

En aucun cas, les révolutionnaires ne sauraient confondre le combat intangible contre toute intervention impérialiste envers un pays dominé, quel que soit son régime, avec le soutien politique à Assad et au Baas. L'occupation impérialiste de l'Afghanistan avec le concours de l'armée française, la présence des troupes françaises au Liban, l'implantation de bases militaires françaises aux Émirats arabes unis, à Djibouti, doivent être combattues par toutes les organisations ouvrières, comme doit être dénoncé le blocus de l'Iran orchestré par l'ONU et toute menace d'intervention sioniste ou impérialiste contre la Syrie et contre l'Iran. Mais, en même temps, les révolutionnaires sont avec les masses de Syrie et d'Iran qui cherchent à renverser les dictatures bourgeoises du Baas et des mollahs.

Aujourd'hui, le prolétariat de Tunisie et d'Égypte est devant une question décisive, alors que la bourgeoisie regroupe ses forces autour de l'armée et sur l'axe de l'islamisme contre-révolutionnaire. Le prolétariat de Syrie est confronté au boucher Assad soutenu par les impérialismes chinois et russe alors que le CNS mise sur les impérialismes occidentaux, veut maintenir l'unité de l'armée bourgeoise et laisse désarmées les masses face aux corps de répression.

Sur quelle perspective politique combattre ? Pour l'instant, aucune organisation ouvrière ne se place dans la perspective d'en finir avec l'exploitation, ni n'ouvre la perspective urgente du gouvernement ouvrier et paysan, de la destruction de l'État bourgeois et de la prise du pouvoir par les travailleuses et les travailleurs organisés en conseils démocratiques et centralisés.

C'est pourtant le seul chemin pour répondre aux revendications immédiates des masses, tant économiques que démocratiques. Dans ces deux pays, à notre connaissance, toutes les organisations du mouvement ouvrier repoussent à un horizon lointain la prise du pouvoir par le prolétariat. Ainsi ont-elles soutenu le processus des élections à l'Assemblée constituante mis en place dans un cadre strictement délimité par le nouveau gouvernement bourgeois tunisien comme elles défendent en Égypte la perspective d'un simple gouvernement civil (au lieu d'un gouvernement ouvrier), après avoir longtemps prétendu que l'armée était du côté du peuple. Cette capitulation devant la bourgeoisie s'oppose aux besoins pressants des masses, les paralyse politiquement et laisse le terrain aux forces les plus réactionnaires qui tentent de restructurer l'État bourgeois.

Sans parti ouvrier révolutionnaire, les femmes, les jeunes et les travailleurs salariés de Tunisie, de Libye et d'Égypte, malgré leur énergie et leur courage, se retrouvent impuissants face à la contre-révolution bourgeoise, militaire ou islamiste. Sans parti ouvrier révolutionnaire, les masses de Syrie sont désarmées militairement et politiquement par l'opposition bourgeoise qui veut préserver l'armée bourgeoise et qui mise sur l'ONU ou la Ligue arabe.

Seul un parti de type bolchevique peut avancer la perspective d'un gouvernement procédant des conseils ouvriers et paysans et de l'armement des travailleurs, un gouvernement ouvrier et paysan qui :

- expropriera les grandes entreprises nationales et étrangères sans indemnité ni rachat
- expropriera les banques nationales et étrangères sans indemnité ni rachat
- garantira les salaires et les emplois
- redistribuera la terre aux paysans avec les moyens de la cultiver
- mettra en place un plan de production conforme aux immenses besoins de la société
- donnera toutes les libertés démocratiques individuelles et collectives
- assurera l'émancipation des femmes
- instituera la séparation de l'État et de la religion
- défendra les droits des minorités ethniques, religieuses et sexuelles
- ouvrira la perspective de la fédération socialiste du Proche-Orient et d'Afrique du Nord, de la fédération socialiste de la Méditerranée.

Une révolution socialiste victorieuse en Syrie, en Égypte ou en Tunisie serait un point d'appui pour le prolétariat mondial et pour les peuples en lutte pour leur émancipation politique et sociale. L'impact serait d'autant plus grand en Italie ou en France, où une partie de la classe ouvrière est originaire d'Afrique du Nord.

Dans les centres impérialistes comme la France, la tâche la plus urgente est d'imposer le front unique des syndicats et des partis d'origine ouvrière contre toute intervention en Syrie ou en Iran.

Pour affaiblir l'impérialisme et l'extirper, le prolétariat des pays dominants doit s'opposer à toute immixtion de sa bourgeoisie dans le monde, exiger l'ouverture des frontières aux travailleurs et aux jeunes de Tunisie, de Syrie, d'Égypte, d'Iran..., lutter pour le renversement de tout gouvernement bourgeois et pour instaurer un gouvernement ouvrier qui ouvrira la perspective du socialisme mondial.

Pour cela, en France aussi, il faut construire le parti ouvrier révolutionnaire, section de l'internationale ouvrière révolutionnaire.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

8 avril 2012

Comité communiste internationaliste (trotskyste)
Groupe bolchevik [Collectif révolution permanente]

Pérou

Pour lutter en front unique de classe : rupture de la CGTP avec le gouvernement réactionnaire !



Le gouvernement nationaliste bourgeois

La classe dominante péruvienne est plus que satisfaite du gouvernement actuel. Comme l'avaient annoncé Humala et son parti, au cours de ces neuf derniers mois, les ministres et parlementaires du nationalisme ont préservé l'État bourgeois et poursuivi la politique néolibérale initiée par Fujimori en 1990.

Déjà, durant la campagne présidentielle, le candidat Ollanta Humala avait déclaré à de nombreuses occasions que son gouvernement garantirait la « stabilité juridique » et « les conditions des investissements », ce qui veut dire les intérêts du grand capital national et étranger. Cet engagement avait été pris dans sa « feuille de route » en mai 2011 avec la complaisance de la bureaucratie syndicale et des partis de la gauche traditionnelle, qui appelèrent en concert à soutenir une prétendue « Grande Transformation ». La CGTP mandata même des représentants pour défendre le soi-disant vote « progressiste », alors que la feuille de route n'était rien d'autre que la synthèse des objectifs capitalistes d'un secteur arriviste de la bourgeoisie péruvienne et que ce projet figurait déjà dans le Programme de gouvernement de « Envie de Pérou ». De cette façon, l'humalisme initiait la ligne qui l'a conduit très rapidement à dévoiler devant les masses son caractère réactionnaire.

L'origine idéologique de Humala Tasso est à chercher dans « l'ethnocentrisme », une pittoresque variété militaire indigéniste et raciste du nationalisme petit-bourgeois. Mais il s'est démarqué politiquement de son frère Antauro avec le lancement du Parti nationaliste, qui représenta une opération électorale de la grande bourgeoisie à partir de 2006, qui s'est transformée rapidement en une expression de la continuité néo libérale. Ce dont témoignent les déclarations de l'actuel Premier ministre:

> *Le Pérou, Mesdames et Messieurs les congressistes, n'est pas un terrain d'expériences ni de bal-*

lons d'essai... (Oscar Valdez devant le Congrès National, 5 janvier 2012)

Il y a beaucoup de gens qui disent que le gouvernement des années 1990 à 95 fut un bon gouvernement parce qu'il avait beaucoup de pragmatisme, de sens commun et beaucoup de jugement, et c'est ce dont nous avons besoin... (Oscar Valdez à *RPP Noticias*, 7 janvier 2012)

Le caractère réactionnaire du nationalisme bourgeois ne fait aucun doute. Toujours et partout dans le monde, il a constitué une carte de la classe dominante pour contenir, manipuler et opprimer les exploités à l'aide de la démagogie populiste. Mais, bien souvent, avec un discours anti-impérialiste ronflant (voir l'exemple actuel du chavisme au Venezuela), il n'entreprend pas de vrai combat pour infliger une défaite à l'impérialisme, car cela aurait conduit à la liquidation de toutes les bourgeoisies et du capitalisme, un système dont profitent les politiciens et patrons nationalistes. En Amérique Latine, nous avons connu les expériences du PRI mexicain, du péronisme argentin, du sandinisme nicaraguayen ou du MNR bolivien, des dictatures militaires de Vargas au Brésil, de Velasco au Pérou, de Torrijos au Panama. Tous ces régimes perpétuèrent l'exploitation du prolétariat, le maintinrent dans des conditions d'existence honteuses et ne furent en rien porteurs de ses revendications historiques. Malgré de telles preuves, la servilité de la bureaucratie des organisations ouvrières et populaires, des hiérarques de la CGTP, de la CUT, des Fronts régionaux, les a conduits à appeler les masses à voter pour l'actuel gouvernement ennemi de notre peuple.

La soumission de la bureaucratie du mouvement populaire

Le premier discours présidentiel de Ollanta Humala est la réaffirmation d'un changement démocratique et d'espérance pour le peuple péruvien. (Mario Huaman, secrétaire général de la CGTP, 28 juillet 2011)

De cette façon, la direction de la CGTP poursuivait sa politique opportuniste et électoraliste, et contribuait ainsi à répandre des illusions dans un gouvernement antipopulaire dès la première heure, comme en témoignent les mobilisations des différents secteurs et l'assassinat alors de militants par les forces de répression. Ces derniers mois, Huaman assuma aussi la défense d'Abugattas, le Président du Congrès national, impliqué dans le scandaleux programme clientéliste « Gestionnaires du développement », dont le budget atteignait la modeste somme de 9 millions de soles et à travers lequel étaient recrutées sans concours des personnes rémunérées de manière juteuse.

Le 21 janvier, lors de la « 10e Rencontre nationale des fronts régionaux, des organisations professionnelles, politiques et sociales », la bureaucratie syndicale prétendit corriger, sur le papier, sa profonde capitulation, en déclarant :

Sur le terrain politique, le virage vers la droite et l'autoritarisme du gouvernement d'Ollanta Humala et du cabinet Valdès se confirme, ce qui se reflète dans la poursuite du modèle économique néolibéral des gouvernements précédents...

Mais de telles considérations n'ont en rien modifié la ligne de soumission des dirigeants actuels. Le 14 avril, lors de la « 11e Rencontre », les participants se sont mis d'accord pour créer une structure qui se substituerait à l'exécutif et qui réunirait les organisations de travailleurs avec des partis bourgeois ou petits bourgeois comme Force sociale, Citoyens pour le changement, le Parti socialiste ou Terre et liberté. Une telle attitude collaborationniste avec des secteurs bourgeois est la marque de toujours des chefs corrompus.

Sans indépendance politique, le mouvement ouvrier et populaire est condamné à la défaite, comme nous le montre, une fois de plus, l'expérience du Parti nationaliste. C'est ce qui arrive quand les dirigeants des travailleurs servent des intérêts opposés à ceux du peuple opprimé. Pour en finir avec cette orientation de trahison et de défaite, il faut exiger de la direction de la CGTP qu'elle rompe immédiatement sa sujétion à l'actuel gouvernement de la bourgeoisie. Qu'elle mobilise les travailleurs sur une plateforme combative, qu'elle organise des assemblées populaires et qu'elle avance vers une Assemblée populaire nationale comme organe du pouvoir prolétarien.

En tant que bureaucratie, l'actuelle direction des travailleurs organisés s'est toujours montrée incapable de cesser son attitude servile à l'égard de l'ennemi de classe. Un tel changement ne pourra être obtenu que par une lutte résolue de la base pour imposer une politique de classe et parvenir à un changement radical de la direction syndicale, rejetant ceux qui pendant des années se sont servi du mouvement ouvrier pour satisfaire leurs intérêts particuliers. Il est urgent d'entamer un processus de démocratisation de la CGTP et de la CUT à tous les niveaux pour les unifier dans une seule confédération de classe et de masse.

Les travailleurs ont besoin de dirigeants conséquents et combatifs, qui soutiennent les exploités dans leurs revendications économiques, démocratiques et révolutionnaires. Il n'est plus possible de tolérer d'autres trahisons. Nous devons nous débarrasser dès que possible de ce poids mort qu'est la bureaucratie qui prétend nous embobiner avec des déclarations démagogiques et des appels à des défilés inefficaces et des grèves de 24 heures, tandis qu'elle évite par tous les moyens les mesures de lutte conséquentes comme la grève générale illimitée.

Le rôle funeste des partis réformistes

L'explication, présente et passée, de la politique de la bureaucratie syndicale et populaire, est que ces appareils appartiennent à des organisations qui trahissent depuis longtemps les exploités, comme le Parti communiste péruvien, le Parti communiste patrie rouge et le Parti socialiste. Le PCP et Patrie rouge sont responsables de la prosternation de la CGTP devant chaque gouvernement bourgeois. Le PS n'est pas un parti de nature ouvrière et est dirigé par le chef d'entreprise Javier Diez Canseco. La capitulation de ces partis de-

vant les forces bourgeoises n'a pas de limite. Ils ont appuyé Fujimori en 1990, Toledo en 2001 et Humala en 2011. Ils sabotent continuellement l'indépendance politique du prolétariat pour soutenir les candidats et gouvernements ennemis, tandis que leurs cadres cherchent à être maires, parlementaires et élus régionaux. Les régimes de Villarán à Lima et Humala au Pérou en sont les dernières illustrations.

Le PCP a dominé pendant des décennies le mouvement ouvrier en supprimant la démocratie syndicale et cette fois il s'est agenouillé devant l'humalisme. A Patrie rouge a échu le rôle le plus scandaleux dans les élections passées ; après avoir fidèlement servi Villarán et Force Sociale, il s'est fait rejeter et a payé son incroyable opportunisme par sa totale disparition électorale ce qui, pour des électoralistes, représente l'enfer. Diez Canseco, pour sa part, s'est transformé en une véritable marionnette du gouvernement, prêt à supporter les mauvais traitements et à tolérer la corruption afin de maintenir ses privilèges. L'expression la plus éhontée fut donnée quand il contribua à éviter l'inculpation et la déchéance pour cinq ans de l'ex-vice-président Chehade, en s'absentant, pour « motifs de santé », de la séance au cours de laquelle se discutait cette affaire. Rappelons que Chehade avait essayé d'expulser, à la demande du groupe Wong, les travailleurs qui occupaient en juin 2010 la sucrerie Andahuasi. Une autre dirigeante du PS, Aída Naranjo, fut retirée du Ministère de la femme mais promue, pour services rendus, à l'ambassade du Pérou en Uruguay.

Mines de Conga : environnement et lutte de classe

La lutte pour préserver les ressources en eau dans la région de Cajamarca a conduit la population à refusé le projet de mine aurifère « Conga » du groupe américano-péruvien Yanacocha. Ce cas a mis au premier plan la menace de l'entreprise minière sur les lacs d'altitude ainsi que la question des mécanismes d'expropriation utilisés par les entreprises pour déplacer les populations (comme ce fut le cas pour l'intrusion abusive d'Yanacocha au mont Quilish en 1993). En réalité, nous sommes confrontés à la question de fond suivante : chaque jour, le capitalisme est obligé de mettre la main sur les ressources naturelles à sa portée pour faire fonctionner son système décadent, en mettant en danger toute forme de vie sur la planète.

Face au problème de Cajamarca, nous constatons au fond deux méthodes distinctes dans le mouvement des masses.

La première correspond à une volonté de résistance limitée, à une option pour éviter les pires conséquences du pillage sans défaire l'ennemi impérialiste et au moyen des rafistolages légaux. C'est la soi-disant gauche qui promeut cette politique. Elle est personnalisée par Gregorio Santos de Patrie rouge en alliance avec l'ex-prêtre et aspirant Président, Marco Arana de Terre et liberté. Une version plus offensive de cette ligne est celle de Wilfredo Saavedra du Front de défense environnementale. Il s'agit là d'une politique de réforme de l'État capitaliste, qui a pour objectif d'atténuer ses effets sans en finir avec l'État et le système qui sont la cause de l'exploitation et de l'oppression des peuples. Dans sa modalité environnementale extrême, il ne sert à rien que des légions d'activistes s'opposent à la déprédation mondiale avec une conception petite bourgeoise « écologique », étriquée et stérile, avec des méthodes pacifistes et subordonnés aux objectifs des ONG et de leur rentable activité, sans volonté de d'avancer vers une société libérée des capitalistes nationaux ou étrangers.

La seconde méthode correspond aux véritables intérêts historiques de la classe ouvrière et du peuple et implique de lutter pour la nationalisation sans indemnités des firmes multinationales et du grand capital dans le pays, pour commencer à s'engager dans la voie du socialisme. C'est la lutte pour remplacer, dans le cours même du combat, les institutions bourgeoises par des organismes d'autodétermination comme les Assemblées populaires, qui se transformeront en réel pouvoir des masses, un État des travailleurs, que nous cherchons à organiser. Ce pouvoir est la seule forme capable de protéger l'environnement et de défendre les gigantesques possibilités de la vie dans une nouvelle société égalitaire.

Expropriation sans indemnité de Yanacocha, Doe Run et des autres multinationales !

Halte à la militarisation de Cajamarca ! Création d'une Assemblée populaire Rrgionale représentative et démocratique !

Halte à la militarisation et aux bombardements dans le Vrae et La Convencion !

Impulsons la création d'Assemblées populaires vers une Assemblée populaire nationale !

Construction d'un parti ouvrier révolutionnaire pour lutter pour un gouvernement ouvrier, paysan et populaire !

24 avril 2012
Colectivo Revolución Permanente en el Perú
(Collectif révolution permanente au Pérou)



17e semaine de grève des étudiants au Québec
À bas la hausse des frais de scolarité ! Abrogation de la loi 78 !



Montréal, 22 mars / photo Hubert Auger

Une augmentation de 82 %

Dans son budget de mars 2011, le Premier ministre Charest (Parti libéral) annonça une hausse de 82 % des frais de scolarité répartie sur 5 ans. Cette nouvelle augmentation porterait la facture étudiante de 2 168 dollars actuellement à 3 793 dollars (l'équivalent de 3 000 euros) en 2017. Ce montant ne tient pas compte des frais institutionnels obligatoires (FIO) qui varient selon les universités et atteignent en moyenne 543 dollars (plus de 400 euros). La hausse des frais de scolarité accompagne la baisse du budget de l'État alloué à l'enseignement supérieur, la mise en concurrence des universités pour obtenir des financements privés, avec réalignement des missions des universités sur les besoins à court terme des entreprises capitalistes qui, elles, obtiennent subventions et allègements d'impôts à la pelle. Ainsi, le 20 avril, tandis que sa police matraquait les étudiants qui manifestaient à Montréal, Charest dévoilait son « Plan Nord » au profit des capitalistes des mines et des banques : 80 milliards de dollars sur 25 ans financés par le Trésor public québécois (à comparer aux 216 millions prévus pour la hausse des frais de scolarité sur cinq ans).

Cette hausse est une des nombreuses mesures que les gouvernements bourgeois prennent partout pour faire payer à la population laborieuse, à la jeunesse, la crise capitaliste. Les frais d'inscription et de scolarité ont ainsi été accrus aux États-Unis (Californie), en Grande-Bretagne, en République tchèque, en Hongrie, à Taïwan, aux Philippines, en Corée du Sud, au Chili, en Irlande, en Ukraine, soulevant partout la riposte massive des étudiants.

Les étudiants votent la grève le 13 février

Au Québec, les étudiants des universités et des IUT (cégeps) décident la grève générale pour que le gouvernement retire sa décision d'augmenter les frais de scolarité. Des piquets de grève sont organisés, les assemblées générales réunissent les étudiants grévistes. Avec la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ), ils manifestent dans tous les campus de la province et dans le centre des principales villes. Le 22 mars, se déroule la plus grande manifestation de l'histoire du Québec, 300 000 étudiants sont en grève sur un total de 400 000 dans l'enseignement supérieur.

Le gouvernement Charest maintient la hausse et réprime

La bourgeoisie du Québec, le gouvernement qui la sert, entendent laisser pourrir la grève, profitant de la passivité complice des directions syndicales ouvrières et des partis qui disent s'opposer à Charest. Ces derniers isolent la grève étudiante, se gardent bien d'appeler le prolétariat à balayer la politique d'austérité du gouvernement contre la population laborieuse, à commencer par l'augmentation des frais de scolarité. Le parti social-démocrate (Nouveau parti démocratique) se déclare « *neutre* », le Parti québécois (nationaliste, auquel les syndicats font allégeance) fait miroiter, pour solution, les élections de 2013, soutenant le « *moratoire* » et non l'abrogation des hausses de prix de la scolarité.

Après que le mouvement est entré dans sa onzième semaine, le gouvernement a annoncé ouvrir des discussions avec les fédérations étudiantes, mais en excluant toute négociation sur... la hausse des frais de scolarité ! Face à l'ampleur de la mobilisation, il a envoyé la police réprimer, faisant plusieurs blessés graves (oeil crevé, oreille sectionnée, traumatismes crâniens), tout en abreuvant ses télés, radios, sa presse, de dénonciations des « *violences* » étudiantes, d'attaques contre la fédération CLASSE, qualifiée d' «extrémiste » et privée de « négociation », au grand dam de ses représentants.

Lors de cette première « négociation », le 23 avril, le gouvernement s'entend avec les fédérations étudiantes pour étaler sur sept ans et non cinq la hausse des frais universitaires, pour relancer la politique de participation-cogestion qui vise à associer les fédérations étudiantes à la réduction des budgets des universités. Les assemblées générales ont rejeté à une écrasante majorité cette entente.

La ministre de l'Éducation démissionnaire quelques jours après, sa remplaçante depuis, font mine d'ignorer la grève, action collective de la jeunesse scolarisée et demandent des mesures contre les étudiants, individuellement, fustigeant « les absences », le « boycott » des cours. Le 16 mai, on compte toujours 155 000 étudiants grévistes. La ministre Michelle Courchesne, promet de « *rouvrir le dialogue* » alors que le gouvernement prépare en réalité une loi coup de poing.

La loi 78

Dans la ligne des lois d'urgence promulguées l'an dernier par le Parti conservateur du Canada pour briser les grèves ouvrières dans le transport aérien, la poste, et aujourd'hui les chemins de fer, le gouvernement Charest a fait voter le 18 mai, un cortège de mesures portant atteintes au droit de grève et de manifestation, la « loi 78 ».

Les enseignants et les étudiants, ainsi que leurs organisations syndicales, leurs associations, se voient interdire « *toute action concertée* » contestant les dispositions de la loi 78. Les sanctions financières, la fermeture des locaux sont prévues en cas de désobéissance. Les piquets de grève sont interdits, les manifestations spontanées aussi. La police doit être informée, au moins huit heures à l'avance, du parcours, de la durée des manifestations.

Dès le lendemain, les flics tabassent, emprisonnent (2 000 arrestations depuis la promulgation de la loi liberticide), les étudiants et la grève sont criminalisés.

Le 22 mai, une manifestation gigantesque, plus nombreuse que celle du 22 mars, déferle dans Montréal, malgré l'interdiction. Elle rassemble, non seulement les étudiants, mais leur famille, des milliers d'enseignants, de travailleurs, dressés contre la loi 78, contre la politique du gouvernement bourgeois. Seule la CLASSE y appelle ; les autres fédérations expliquent qu'il ne faut pas défier la loi. C'est aussi la position des syndicats de salariés, dont les bureaucraties sont contrôlées par le nationalisme bourgeois. Comme toujours, la base vaut mille fois mieux que les sommets vendus, les appareils traîtres. Devant le déferlement de manifestants, le gouvernement juge prudent de ne pas les affronter ce jour-là.

Comment gagner ?

Pendant quatre jours, la ministre Courchesne reçoit les fédérations étudiantes. Ces dernières, CLASSE comprise, acceptent de discuter alors que le gouvernement ne veut lâcher ni sur la hausse des frais universitaires, ni sur la loi 78. Elles font des propositions de compromis, de « moratoire ». C'est la ministre qui mène le bal et interrompt les discussions.

Il n'y a rien à négocier avec les Charest-Courchesne. Il faut les vaincre, leur infliger une défaite. Pour cela, les fédérations étudiantes, à commencer par la CLASSE, doivent cesser de leur tendre la main alors qu'ils matraquent les étudiants ! Elles doivent en appeler au prolétariat, exiger des syndicats ouvriers qu'ils organisent, avec elles, la grève générale pour abattre le gouvernement : pour en finir avec la loi 78 qui vise la classe ouvrière et la jeunesse, pour en finir avec la politique d'austérité qui étrangle la classe ouvrière et la jeunesse. Les étudiants grévistes doivent constituer leurs comités de grève, les centraliser pour diriger réellement leur combat, et organiser leur service d'ordre pour défendre les manifestations.

Chasser le gouvernement bourgeois, édifier les comités qui prendront en charge les revendications de la jeunesse, de la population laborieuse, qui mèneront le combat pour un gouvernement ouvrier appuyé sur la mobilisation qui ouvrira la voie au socialisme : c'est la perspective qu'il faut donner aux milliers d'étudiants grévistes qui ont su rejeter les compromis pourris, qui ont organisé les piquets, les manifestations, affronté la police, aux milliers de salariés qui les soutiennent et doivent les rejoindre dans la grève.

Aucune organisation, aucun syndicat ne porte cette orientation, parce tous sont liés à l'État bourgeois, au maintien du mode de production capitaliste. Seul un parti ouvrier révolutionnaire, section canadienne de l'internationale ouvrière révolutionnaire, peut aider le prolétariat et la jeunesse à s'émanciper. Il faut s'atteler à le construire.

6 juin 2012

Cuba
Les Castro, le pape et la restauration capitaliste


Granma

ÓRGANO OFICIAL DEL COMITÉ CENTRAL DEL PARTIDO COMUNISTA DE CUBA

EDITORIAL

Bienvenido a Cuba Su Santidad Benedicto XVI

Chávez: "Las ganas de vivir se fortalecen"

L'organe du parti unique souhaite la *« bienvenue à Sa Sainteté »*

Quatorze années se sont écoulées depuis la dernière visite d'un pape en territoire cubain. En 1998, Fidel Castro avait chaudement accueilli Jean-Paul II à la fin de la période dite « spéciale », qui a vu Cuba plonger dans une crise économique provoquée par la restauration capitaliste dans l'ex Union Soviétique.

La visite de Benoît XVI intervient à un moment où la politique de restauration du capitalisme par la bureaucratie du Parti communiste cubain (PCC) est à son apogée et c'est bien dans ce contexte dans lequel il faut la situer.

Le 6e congrès du PCC a approuvé un plan de réformes économiques qui introduisent davantage de facilités pour le développement de l'économie capitaliste, comme la possibilité de vendre et d'acquérir des propriétés, de licencier massivement des travailleurs de l'État et d'y substituer des salariés travaillant à leur compte ou même des « collaborateurs employés ».

Le Pape a été reçu par le général Raul Castro, frère de Fidel, par toute la direction du PCC ainsi que par le Président des Conseils d'État et des Ministres de Cuba, c'est-à-dire par tout l'appareil politique et économique du régime. Le PCC a été un des promoteurs plus fervents de la mobilisation des citoyens et militants pour venir écouter la messe célébrée par *« l'Évêque de Rome »*. Ainsi le pape aura-t-il relevé *« que Cuba a fait des pas vers l'Église afin que celle-ci puisse mener à bien son incontournable mission d'expression publique et ouverte de sa foi »*, en pointant la place des croyants dans *« la contribution à la construction de la société »*.

La bureaucratie cubaine anime la flamme de ce qu'elle nomme par euphémisme *« une mise à jour du socialisme »*, qui correspond en fait à une élimination des conquêtes sociales obtenues il y a 50 ans grâce à la Révolution. Dans cette *« mise à jour »*, l'Église catholique joue et jouera un rôle important. Elle sera garante de la transition ordonnée vers le capitalisme, où la caste bureaucratique commandée par frères Castro visera à se transformer en bourgeoisie dominante de Cuba.

Yoswany Carvajal Sureda, recteur de la cathédrale de La Havane, indiqua le 30 mars qu'à la différence de la rencontre de 1998 avec Jean-Paul II, *« Cuba est aujourd'hui engagée dans un processus de changements économiques qui entrainent eux-mêmes d'autres changements »*, et il a plaidé pour des changements *« harmonieux »*, *« sans traumatisme »*.

Ce « modèle » de transition est le même que celui qui a été mis en œuvre avec beaucoup de succès par bureaucratie du Parti communiste chinois, tandis que les travailleurs s'enfoncent dans la misère pendant que les anciens bureaucrates sont aujourd'hui plus riches que les polticiens américains.

Un aspect vital pour les restaurationistes objectifs que sont les bureaucrates est d'apporter une solution au problème de l'émigration cubaine, c'est-à-dire d'enrayer *« l'émigration vers Miami »*. La préoccupation du PCC est qu'une ouverture franche aux *« émigrés »* (qui possèdent un pouvoir économique) puisse déboucher sur un déplacement des positions de pouvoir à son préjudice. Il est frappant que le Pape Benoît XVI n'ait pas reçu les Dames blanches (femmes d'opposants pro-Miami).

Il semble bien que l'Église paraît avoir compris que le retour au capitalisme viendra de la main même de Castro. De là, découle la « mise à l'écart » des Cubains de Miami et de l'opposition de l'île. Toutefois, dans ses discours et messes, le Pape a soutenu la nécessité de régulariser la situation avec les exilés, en appelant à la nécessité d'une *« réconciliation »* nationale. Faisant un geste, Raul Castro a glissé dans son discours d'adieu à Benoît XVI que *« nous avons effectué des efforts prolongés vers la pleine normalisation des relations de Cuba avec son émigration qui entend l'appel de la patrie et des familles et nous persisterons vers eux, portés par la volonté commune de notre nation »*.

Du Che au Christ

Non seulement les attaques contre les conquêtes sociales porte la marque de la volonté restaurationistes de la bureaucratie, mais aussi l'abandon progressif de la propagande de coloration « gauchiste » par le régime cubain.

Dans la presse de l'île, contrôlée par le PCC, ainsi que dans les déclarations des fonctionnaires, la population est exhortée aux sentiments religieux. Raul Castro lui-même ne s'est pas lassé de saluer *« Sa Sainteté »* en s'adressant au pape. Fidel Castro n'a pas démérité en déclarant *« je saluerai avec plaisir Son Excellence le pape Benoît XVI, comme je l'ai fait avec Jean-Paul II, un homme dont les contacts avec les enfants et les humbles du peuple suscitaient, invariablement, des sentiments d'affection »*.

Le quotidien *Jeunesse Rebelle* a régurgité les propos du Pape et lui a chanté des louanges. Les descriptions des activités du *« souverain pontife »* sont assez hilarantes :

> *Face à tous le Saint Père a communié avec révérence et a bu le corps et le sang du Christ. Il a pris le ciboire et s'est approché de ceux qui allaient communier, leur a offert le Corps du Christ, avant le recueillement méditatif qui précède la communion. Le Saint Père, celui qui est venu à Cuba comme pèlerin de la charité et de l'amour, a prié devant Dieu, après le cérémonial de la communion, pour que tous les présents puissent atteindre les joies de son Royaume, par la sainte résurrection. (Juventud Rebelde,* 28 mars 2012)

Benoît XVI qui, dans sa jeunesse, a appartenu aux Jeunesses hitlériennes, a aussi réclamé à la bureaucratie une plus grande liberté pour l'Église catholique en matière d'ouverture de collèges, d'accès aux media et de construction de nouvelles églises. Cette demande arrive à un moment où l'Église est mise en question partout dans le monde en raison des centaines de milliers de cas d'abus commis par des prêtres contre des enfants, tus par le pape.

Tel l'estime des bureaucrates envers Ratzinger qui sont allés jusqu'à déclarer férié le vendredi saint, surprenant jusqu'aux prêtres eux-mêmes.

Une restauration « non traumatisante »

La chute de l'Union Soviétique a été un événement catastrophique qui a plongé la Russie et ses pays « satellites » dans une crise économique et surtout politique si dévastatrice que ses effets perdurent. La bureaucratie cubaine, ainsi que la Chine, ont pris note : la restauration doit être un processus contrôlé. Il s'ensuit que l'ouverture économique est garantie sous la surveillance stricte de l'appareil militaire et du PCC.

Nous trouvons là une différence tactique entre l'orientation de l'Église, qui reflète les intérêts de l'impérialisme européen et la politique encore prédominante de l'impérialisme américain -sur laquelle pèse le groupes de pression anticastriste- qui prétend toujours renverser la bureaucratie castriste pour instaurer une république bourgeoise avec Parlement et tout le reste. Ceci serait garanti par les émigrés de Miami, financés par l'appareil économique du Parti républicain des États-Unis. Mais l'Église sait que ce projet n'est pas viable et qu'il faut soutenir chaque pas de la bureaucratie dans sa marche vers la restauration complète du capitalisme, politique qui a déjà montré des avancées significatives.

L'investissement de capitaux impérialistes dans des secteurs stratégiques de l'économie cubaine comme la production métallurgique, les télécommunications et le tourisme (on soulignera la présence espagnole) en témoigne ; ainsi que l'abandon presque achevé du monopole du commerce extérieur depuis 1992. Ceci signifie que c'est le marché qui guide la production des entreprises étatiques et non étatiques. La production est assurée dans la logique capitaliste (anarchique) et non sur la base de la planification centrale. Aujourd'hui, Cuba est plongée dans un processus voit se développer et se consolider une nouvelle bourgeoisie issue de la caste bureaucratique. L'élan qui a été donné au droit de propriété privée lors dernier congrès du Parti communiste va en ce sens et accélère le processus.

Cuba est aujourd'hui un État capitaliste contrôlé par une bureaucratie connaissant un processus de transformation en une classe bourgeoise. Le capitalisme, comme source de misère et d'exploitation partout dans le monde, plongera le peuple cubain dans davantage de précarité, surtout quand commenceront à être démantelées les conquêtes « marquantes» dans le domaine de la santé et de l'éducation (en particulier avec la prétention de l'Église catholique de s'immiscer dans l'enseignement).

Seul un processus révolutionnaire issu de la classe ouvrière et du peuple cubain peut renverser la caste bureaucratique du PCC, éviter la consolidation de la restauration capitaliste, en imposant le contrôle ouvrier, la planification démocratique de l'économie, en (re)introduisant le monopole du commerce extérieur, en instaurant la démocratie syndicale et la liberté politique pour la classe ouvrière et pour les secteurs populaires qui s'opposent à la restauration capitaliste et soutiennent les conquêtes sociales de la révolution de 1959 non encore totalement démantelées.

Luciano Andrade
Partido de la Revolución Socialista
(Parti de la révolution socialiste / Argentine)





On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme. Lénine

Seule la lutte de classe transformera la défaite de Sarkozy en victoire pour les travailleurs



Europe Québec Espagne présidentielle La Poste

n° 38 juin 2012 1,50 euro groupe bolchevik [collectif révolution permanente]

État espagnol
La classe ouvrière confrontée à la crise capitaliste et au gouvernement Rajoy

La trahison par le gouvernement PSOE

Dès 2007, l'économie espagnole s'effondre littéralement sous l'impact de la crise financière mondiale. Devant l'éclateement de la bulle immobilière, le gouvernement bourgeois d'alors, celui du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), déverse des aides financières aux banques. Il accroît la flexibilité de l'emploi en juin 2010. Les directions des confédérations syndicales CCOO (liées au PCE) et UGT (liée au PSOE) n'y opposent qu'une journée de grève limitée sans objectif le 29 septembre 2010, soit trois mois après. Les staliniens défroqués (PCE…) et les centristes (*El Militante*…) baptisent abusivement cette diversion « grève générale ». En décembre 2010, les confédérations sont muettes face à la militarisation des aéroports par Zapatero pour briser la grève des contrôleurs aériens [voir *Révolution socialiste* n° 34]. Elles signent en 2011 avec le patronat et le gouvernement un accord portant de 65 à 67 ans l'âge légal de départ à la retraite.

En conséquence de sa trahison de la classe ouvrière, le PSOE subit une défaite lors des élections générales de novembre 2011, en suscitant un grand nombre d'abstentions, ce qui permet au Parti populaire (PP), le parti des franquistes reconvertis, de revenir au pouvoir avec une majorité absolue aux Cortès et de désigner Rajoy comme président du gouvernement.

De nouvelles attaques portées par le gouvernement PP

En décembre 2011, Rajoy décide par décret-loi un plan d'austérité (blocage du salaire minimum, suppression de l'aide au logement pour les jeunes, dans la fonction publique : aucun recrutement, gel des salaires, allongement du temps de travail). En février 2012, Rajoy décide par décret-loi de « réformer le marché du travail » : licenciement libre et presque sans indemnisation, modification unilatérale des conditions de travail, du temps de travail ou des salaires, « contrat de formation » pour les jeunes jusqu'à 33 ans, payé 500 euros par mois. Le nombre de chômeurs en Espagne a atteint en mars un record avec 4,75 millions de travailleurs et travailleuses, soit le plus élevé de l'UE avec un taux de 23,6 % de la population active. Tous les secteurs sont touchés, l'agriculture, l'industrie, les services et la construction. Presque un jeune Espagnol sur deux est au chômage et les qualifiés émigrent. L'austérité n'est pas pour tout le monde, Rajoy trouve de l'argent pour aider les banques et renforcer l'appareil répressif d'État.

Les directions syndicales s'opposent à la grève générale

En février 2012, les directions des CCOO et de l'UGT ont signé avec le patronat des « augmentations » de salaire non indexées sur l'inflation, limitées à 0,5 % en 2012 et 0,6 % en 2013 et 2014. Elles ont appelé à une diversion sous forme d'une journée d'action le 29 mars 2012, presque deux mois après le décret-loi de flexibilité et de précarisation, au motif que le gouvernement n'avait pas respecté le « dialogue social ». Les CCOO dénoncent dans leur communiqué *« la décision unilatérale »* du gouvernement, manifestant leur dépit de n'avoir pas eu l'occasion de collaborer. La grève, bien que limitée à 24 heures et sans aucune perspective, a été très suivie. À Madrid, Séville et Barcelone, la police antiémeute a tiré des balles en caoutchouc contre des jeunes. Au total, cent soixante-seize manifestants ont été interpellés, quarante-six grévistes ont été blessés à travers le pays. Encouragée par l'accord de service minimum conclu entre directions syndicales et gouvernement, l'organisation patronale a invité ses affiliés à « *prendre en photo et filmer* » les piquets de grève. Au lendemain même de la journée d'action du 29 mars, le gouvernement Rajoy a présenté le budget «*le plus austère*» depuis Franco, en annonçant 27,3 milliards d'euros d'économies grâce notamment au gel du salaire des fonctionnaires et à une baisse de 1,55 milliard d'euros en matière d'aide à l'emploi.

Il faut ouvrir une issue révolutionnaire

Dans les entreprises, de vraies grèves éclatent, dans les quartiers, des mobilisations empêchent parfois les expulsions des logements. Mais, à l'échelle de tout l'État, les agents de la bourgeoisie dans la classe ouvrière ont jusqu'à présent détourné la colère des travailleurs et laissé les mains libres à l'État bourgeois, voire ont porté elles-mêmes des attaques au compte de la bourgeoisie. Reflet de l'impuissance dans laquelle la politique des directions syndicales et des partis ouvriers bourgeois (PSOE, PCE) maintient les masses, une partie de la jeunesse s'est saisie du « mouvement des indignés » pour exprimer sa révolte. Mais la direction de Democratica Real Ya et des Indignados tente elle aussi, avec l'appui des centristes, de canaliser la lutte dans l'apolitisme, l'aménagement du capitalisme et de la monarchie héritée du franquisme.

La classe ouvrière doit exiger de ses organisations de masse la rupture avec le patronat et le gouvernement. Elle doit s'organiser en conseils pour arracher l'annulation de toutes les mesures anti-ouvrières, la nationalisation sans indemnité des banques et l'annulation de la dette publique, la République et la laïcité, les droits de la Catalogne, d'Euzkadi et des travailleurs étrangers, le logement et l'emploi, le retrait immédiat des troupes d'Afghanistan et la dissolution des corps de répression, le contrôle ouvrier et l'expropriation des groupes capitalistes, un gouvernement ouvrier et la république socialiste ibérique, prélude aux États-Unis socialistes d'Europe…

Pour réaliser l'alliance ouvrière des salariés, des paysans pauvres et des jeunes en formation et imposer ce programme, l'avant-garde doit s'agréger, dans toute l'Espagne, en un solide parti révolutionnaire basé sur le marxisme.